

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2013/27126]

13 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis 51.777/2/V du Conseil d'Etat, donné le 20 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales a modifié, outre la classification, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Considérant que cette modification portait principalement sur la classification des petits bassins de natation; que le critère de distinction des classes est l'utilisation ou non du chlore comme procédé de désinfection de l'eau; que les bassins de natation dont la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm et utilisant exclusivement le chlore comme procédé de désinfection de l'eau sont classés en classe 3 et restent soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01; que, par contre, les bassins de natation dont la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm et n'utilisant pas exclusivement le chlore comme procédé de désinfection de l'eau sont soumis à permis d'environnement et doivent respecter l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Considérant, néanmoins, que dans la pratique administrative, il s'est avéré que l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation n'était pas adapté aux petits bassins de natation n'utilisant pas le chlore comme moyen de désinfection puisque cette réglementation a été initialement rédigée pour les grands bassins de natation dont la surface est supérieure à 100 m² et dont la profondeur est supérieure à 40 cm; qu'en outre, cette classification ne prévoyait pas clairement le critère d'un procédé de désinfection en combinaison avec le chlore; qu'il est donc proposé de revoir la classification des petits bassins de natation en précisant mieux les critères de classification;

Considérant que les bassins de natation d'une surface inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm utilisant exclusivement le chlore comme procédé de désinfection de l'eau sont visés par la rubrique 92.61.01.01.01 et relèvent de la classe 3; que les bassins de natation d'une surface inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore relèvent de la classe 2; qu'en effet, il est opportun de maintenir la procédure de classe 2 pour les petits bassins de natation utilisant d'autres techniques de désinfection que le chlore, dans la mesure où les procédés alternatifs au chlore sont encore très peu répandus en Région wallonne. Le régime des conditions sectorielles permet l'examen au cas par cas des systèmes alternatifs proposés dans les demandes de permis, ceci d'autant plus qu'ils sont susceptibles d'évoluer constamment et, le cas échéant, la prescription de conditions particulières; que ce raisonnement vaut également pour les grands bassins de natation utilisant d'autres techniques de désinfection que le chlore;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 ont été insérées dans le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau pour les eaux usées domestiques et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne trouvent pas à s'appliquer à l'ensemble des secteurs d'activités; que l'arrêté royal se réfère à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites, dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore visés à la rubrique 92.61.01.01.02 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Les bassins de natation couverts, à toiture escamotable, sont assimilés à des bassins couverts.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° bassin de natation : un bassin artificiel essentiellement conçu pour la pratique de la natation et de toute autre activité aquatique thérapeutique, récréative ou sportive;

2° bassin de natation existant : le bassin de natation dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Le bassin de natation pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un bassin de natation existant. La transformation ou l'extension d'un bassin de natation que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un bassin de natation existant;

3° pataugeoire : un bassin peu profond réservé à la baignade des enfants;

4° aérosol : nébulisation de particules extrêmement fines distribuées dans l'air;

5° point d'usage à risque: tout point d'usage accessible au public pouvant produire des aérosols d'eau chaude sanitaire susceptible d'être contaminée par les *Legionella pneumophila* dont notamment les douches, douchettes, bains à remous ou à jets;

6° réseau d'eau chaude sanitaire: le réseau comprenant l'ensemble des installations collectives de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire qui est alimenté par un ou plusieurs systèmes de production d'eau chaude sanitaire centralisés;

7° mesures de prévention : la partie des méthodes d'exploitation impliquant des mesures structurelles et des mesures de gestion visant à restreindre le risque de légionellose;

8° laboratoire accrédité : laboratoire disposant d'une attestation formelle délivrée par l'organisme national d'accréditation selon laquelle un organisme d'évaluation de la conformité satisfait aux critères définis par les normes harmonisées et, si d'application, à toute autre exigence supplémentaire, notamment celles fixées dans les programmes sectoriels pertinents, requis pour effectuer une opération spécifique d'évaluation de la conformité telle que définie par la réglementation concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Le sol, les plafonds et les parois des locaux de l'établissement sont pourvus d'un revêtement imperméable, résistant à la corrosion et facilement lavable.

Tous les équipements et aménagements internes sont réalisés en matériaux imputrescibles, résistant à la corrosion et facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

Jusqu'à une hauteur de deux mètres à partir du sol, les angles vifs et éléments saillants sont munis d'une protection amortissante.

Les bouches d'arrivée et d'évacuation notamment d'eau, d'air ou autres dans le bassin de natation sont conçues de façon à ne présenter aucun danger, notamment de coupure ou d'aspiration pour les baigneurs.

Les cabines et les vestiaires collectifs sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

Les cabines et les vestiaires collectifs sont disposés de telle sorte que les zones « pieds nus » et « pieds chaussés » sont nettement séparées.

Art. 4. L'établissement est raccordé à un réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque l'eau utilisée pour les douches et les lavabos n'est pas de l'eau de distribution, elle répond aux normes fixées pour l'eau de distribution et l'exploitant fait contrôler la qualité de cette eau par un laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, pour l'analyse de l'eau.

Art. 5. L'établissement comporte des installations sanitaires.

Art. 6. Les caillebotis, paillasons ou autres objets similaires sont interdits dans le circuit utilisé par les personnes déchaussées.

Art. 7. § 1^{er}. Les parois et le fond du bassin de natation sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

Les parois du bassin de natation dont la profondeur excède un mètre sont pourvues d'un appui pour les mains ou d'un appui pour les pieds.

§ 2. Le point le plus profond du bassin de natation comporte un dispositif d'évacuation de l'eau pour vidanger le bassin.

Une pente d'au moins 1 pour cent dirige les eaux à évacuer vers ce dispositif.

§ 3. L'arrivée et l'évacuation de l'eau dans le bassin de natation sont réalisées de manière à en limiter la stagnation.

Art. 8. § 1^{er}. La profondeur de l'eau du bassin de natation est adaptée à l'usage des plongeurs, toboggans nautiques et autres équipements récréatifs.

§ 2. L'échelle et la plate-forme d'accès des toboggans nautiques, des plongeurs et d'autres équipements récréatifs sont munis de dispositifs de sécurité conçus de manière à éviter toute chute. Leur revêtement est antidérapant et facilement lavable.

§ 3. Le revêtement interne des toboggans est lisse de façon continue pour une glissade naturelle. Aucun moyen chimique n'est utilisé pour favoriser celle-ci.

La zone de réception de descente d'un toboggan nautique de plus de deux mètres de hauteur est dégagée dans un rayon d'au moins 2,5 mètres. Elle est balisée.

Art. 9. § 1^{er}. Les quais du bassin de natation sont disposés de telle sorte qu'ils permettent une évacuation rapide et facile de tous les baigneurs.

Le quai situé du côté de l'évacuation présente une largeur minimale de 1,5 m.

§ 2. L'accès direct menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines ou des zones récréatives se situe à l'endroit de la plus petite profondeur.

§ 3. Tous les accès menant aux quais du bassin de natation comportent au moins un pédiluve ou une douche pour pieds installé(e) de façon à ce que les baigneurs les traversent obligatoirement pour rejoindre les quais du bassin de natation.

Les pédiluves et les douches pour pieds sont alimentés avec de l'eau désinfectante.

Les eaux usées des pédiluves, des douches pour pieds et des douches corporelles sont directement dirigées vers le réseau d'égouttage interne.

§ 4. Les quais du bassin de natation sont construits de telle sorte que leurs eaux usées ne puissent pas s'écouler dans le bassin de natation ou dans les dispositifs de recyclage de l'eau du bassin.

Les eaux usées sont dirigées vers les dispositifs d'évacuation d'eau reliés au réseau d'égouttage interne. Ceux-ci sont munis d'une grille de filtration.

§ 5. Les sols des quais du bassin de natation sont réalisés en matériaux antidérapants, résistants aux produits chimiques utilisés, facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

Art. 10. § 1^{er}. S'il est fait usage de chlore pour la désinfection de l'eau et de pompes d'injection du désinfectant et de correcteur de pH, leur fonctionnement est directement et automatiquement interrompu lors de l'arrêt des pompes assurant la circulation de l'eau ou lors d'une baisse de débit inférieure à 40 pour cent de la valeur normale. Dans le cas où l'injection du chlore et celle du correcteur de pH s'effectuent dans la même conduite, les endroits de ces injections sont situés à plus de deux mètres de distance.

§ 2. Des robinets de puisage d'accès facile sont installés à des fins de prélèvement :

1° avant la filtration et l'injection des réactifs;

2° après la filtration et avant toute autre installation;

3° après la filtration et l'injection des réactifs, le plus près possible de l'arrivée de l'eau dans chaque bassin.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement

Art. 11. § 1^{er}. Les locaux de l'établissement, les aménagements ainsi que le matériel sont tenus dans un parfait état de propreté et de fonctionnement.

§ 2. L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur et de procédures écrites de fonctionnement normal et en cas d'urgence. Ils indiquent les mesures à prendre pour assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'exploitation en toute sécurité.

Le règlement d'ordre intérieur est affiché de manière lisible en des endroits visibles et situés sur le parcours obligé des visiteurs.

Le règlement d'ordre intérieur et les procédures sont mis à jour au moins une fois par an.

Chaque membre du personnel concerné en reçoit une copie avec accusé de réception.

Art. 12. Les douches disposent soit d'eau tiède, soit d'eau chaude et froide.

Art. 13. Lorsque l'eau de remplissage du bassin de natation et l'eau de supplément ne sont pas de l'eau de distribution, elles répondent aux normes fixées pour l'eau de distribution.

Pour assurer la conformité de la qualité de l'eau exigée par les dispositions de l'article 2121., une quantité suffisante d'eau fraîche est ajoutée journalièrement.

Le procédé de traitement de l'eau de bassin de natation comporte une pré-filtration, une filtration, une désinfection et un système d'apport d'eau fraîche.

L'introduction de produits chimiques ne peut pas se faire directement dans le bassin de natation.

L'exploitant veille à entretenir régulièrement les installations techniques du bassin de natation.

Art. 14. L'eau du bassin est entièrement recyclée en un temps maximum de deux heures.

L'eau des pataugeoires est entièrement recyclée en un temps maximum de 30 minutes.

Art. 15. Pour les bassins ouverts, le bassin est vidangé et nettoyé avant l'ouverture de la saison.

Art. 16. § 1^{er}. Les locaux techniques et de stockage sont facilement accessibles pour la livraison des produits sans l'être du public.

§ 2. Les récipients de produits chimiques, les locaux de stockage et les tuyauteries sont étiquetés ou identifiés.

§ 3. L'exploitant tient à jour un relevé comportant les renseignements suivants :

- 1° le nom, les quantités et les dates de livraison des produits chimiques utilisés dans l'établissement;
- 2° les incidents éventuels ainsi que tous les entretiens, vérifications, pannes, réparations ou accidents.

§ 4. Un membre compétent du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant effectue une vérification journalière de toute l'installation.

Un membre compétent du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant assiste à chaque livraison de produits dangereux.

Art. 17. § 1^{er}. Le stockage en vrac des produits dangereux s'effectue dans des locaux exclusivement réservés à cet usage.

§ 2. Les produits en vrac, susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des locaux distincts exclusivement réservés au stockage de ces produits.

§ 3. Un tuyau sans raccord intermédiaire est utilisé entre la cuve du camion de livraison de produits chimiques en vrac et l'entrée de l'installation de stockage de l'établissement. Des tuyaux spécifiques munis d'embouts incompatibles sont utilisés.

Par produit dangereux, un tuyau muni d'un embout spécifique au type de produit et incompatible avec l'embout d'autres produits, est utilisé.

§ 4. Les produits dangereux stockés en vrac, le sont en réservoirs d'au moins 1 500 litres, fermés, placés chacun dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 pour cent du réservoir qu'il contient. Ces réservoirs sont munis d'un indicateur de niveau clairement visible et d'un système de dégazage avec « évent laveur », pour empêcher les exhalations toxiques. Ces réservoirs ne peuvent être percés que dans leur partie supérieure.

Les réservoirs intermédiaires dits « bacs journaliers » à partir desquels les produits dangereux sont dosés ne contiennent pas plus que la quantité nécessaire à deux jours d'exploitation.

Les réservoirs intermédiaires sont placés, chacun, dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 pour cent du réservoir qu'il contient.

Art. 18. § 1^{er}. Le stockage en bidons des produits dangereux s'effectue dans un emplacement réservé à cet usage.

§ 2. Les bidons ne sont pas empilés et sont stockés en cuve de rétention d'une capacité de 50 pour cent du volume total stocké ou en bacs de rétention individuels d'une capacité de 110 pour cent du volume du bidon stocké.

Les produits susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des bacs de rétention distincts.

Art. 19. La ventilation des locaux de stockage des produits dangereux s'effectue uniquement vers l'extérieur et est éloignée des prises d'air extérieur du bassin de natation.

Section 2. — Hygiène et qualité de l'eau

Art. 20. Les techniques et méthodes de désinfection peuvent être réglementées par le biais de conditions particulières.

L'utilisation de chlore liquéfié sous pression est interdite.

Art. 21. § 1^{er}. L'eau de chaque bassin de natation est désinfectante à l'exception des bassins à usage individuel qui sont vidangés après chaque utilisation.

§ 2. L'eau du bassin de natation répond aux normes de qualité fixées par les tableaux A, B, et C, ci-après :

Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	limites
pH	Electrométrie			
Limite inférieure			7,2	6,5
Limite supérieure			7,4	8,3
Urée : limite supérieure	Berthelot ou diacétylmonoxime	mg/l		2
Oxydabilité à chaud et en milieu acide (KMnO ₄) : limite supérieure (O ₂)	Titrimétrie au permanganate de potassium	mg/l		5

Types	Méthodes	Unités	Valeurs maximales admissibles
Nombre total de colonies à 37 °C et après 48 h d'incubation	Dénombrement après incorporation en gélose	nbre/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Dénombrement après filtration	nombre/100 ml	0
Staphylocoques à coagulase positive	Dénombrement après filtration	nombre/100 ml	0
Entérocoques intestinaux	Dénombrement après filtration	nombre/100 ml	0

Tableau C : PARAMETRES PHYSIQUES		
Types	Valeurs	
	guides	limites
Transparence		vision du fond (*)
Pollution visible	Absence	
Couleur	Absence	

(*) Un repère sombre de 30 cm de côté est placé à la plus grande profondeur.

§ 3. Le dépassement des valeurs limites du tableau C ou le non respect des conditions particulières que l'autorité compétente peut édicter sur la base de l'article 20 impose la fermeture du bassin, s'il ne peut y être remédié endéans la demi-heure.

Section 3. — Prévention contre la présence de bactéries « *Legionella pneumophila* » dans les installations sanitaires

Art. 22. L'exploitant élabore un plan de gestion pour toutes les alimentations en eau chaude sanitaire, en ce compris celles desservant toutes les autres installations lorsque leur réseau d'eau chaude sanitaire est commun à celui du bassin de natation.

Art. 23. Le plan de gestion comprend notamment :

- 1° les données d'identification et les coordonnées de l'exploitant;
- 2° un schéma général et une description technique des réseaux d'eau chaude et d'eau froide, en ce compris les points d'usage à risque et les points de prélèvements;
- 3° une évaluation de la présence de *Legionella pneumophila* dans l'eau chaude sanitaire en vue d'identifier les risques d'une contamination excessive et la formation des aérosols, notamment au niveau de la technique de construction, de distribution d'eau chaude et des matériaux utilisés;
- 4° des mesures de prévention concernant le circuit d'eau chaude sanitaire et, le cas échéant, en fonction de l'analyse de risque mentionnée ci-dessus, le circuit d'eau froide.

Lors de chaque modification du circuit d'eau chaude ou de toute autre intervention susceptible d'influencer le risque, le plan de gestion est réexaminé et éventuellement modifié.

Le plan de gestion est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 24. Les mesures de prévention reposent notamment sur des mesures de température et des campagnes d'analyse des *Legionella pneumophila* dans chacun des réseaux d'eau chaude sanitaire et le cas échéant, en fonction de l'analyse de risque visée à l'article 23, le circuit d'eau froide.

Les mesures de prévention sont menées régulièrement par l'exploitant, même si la présence des *Legionella pneumophila* n'est pas détectée au sein de l'établissement.

Art. 25. L'exploitant fait effectuer par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires, une campagne de prélèvements d'eau deux fois par an à 6 mois d'intervalle afin de dénombrer la bactérie *Legionella pneumophila* dans ses installations d'eau sanitaire. Les points de prélèvement sont déterminés selon une stratégie d'échantillonnage qui tient compte du nombre de points d'usage à risque. Les points de tirage d'eau les moins utilisés et les plus éloignés de la production d'eau chaude sanitaire seront prioritaires pour l'échantillonnage.

Une campagne de prélèvement et de dénombrement des *Legionella pneumophila* est en outre menée préalablement à l'ouverture du bassin de natation au public lorsque celui-ci n'a pas fonctionné plus d'un mois.

Les échantillons sont contrôlés par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires.

Deux séries de prélèvements sont effectués : la première série sans écoulement préalable et la seconde après un écoulement de l'eau de 2 à 3 minutes dans le but de surveiller l'état de contamination du réseau.

Art. 26. Le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans l'eau des points d'usage à risque est inférieur au niveau de vigilance repris dans le tableau D, ci-après :

Tableau D : QUALITE DE L'EAU DES POINTS D'USAGE A RISQUE					
Paramètre	Méthode	Unité	Niveau de vigilance	Niveau d'intervention	Niveau de fermeture
<i>Legionella pneumophila</i>	Ensemencement en direct et après concentration par filtration; traitement acide et thermique	Nombre UFC/l	1000	5000	10 000

Art. 27. L'exploitant élabore d'un plan d'intervention reprenant les actions correctrices à mettre en place en cas de dépassement du niveau de vigilance.

Le plan d'intervention comporte au minimum les informations suivantes :

- 1° la date de mise à jour des informations du plan d'intervention;
- 2° l'identité et les coordonnées de l'auteur du plan d'intervention ainsi que du plan de gestion, en vue de les contacter rapidement;
- 3° les coordonnées du technicien habilité à intervenir sur les installations contaminées;
- 4° les mesures d'information du personnel technique, de la population et du personnel soignant, le cas échéant;

5° des schémas des circuits hydrauliques indiquant la position des vannes permettant d'isoler les circuits contaminés par la bactérie;

6° les actions à mettre en œuvre, telles les détartrages, purges, réglages des températures, traitements chocs physiques ou chimiques, en fonction du degré de contamination du réseau;

7° les mesures de contrôle permettant d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour contenir la contamination.

Le plan d'intervention est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 28. § 1^{er}. En cas de dénombrement des *Legionella pneumophila* égal ou supérieur au niveau de vigilance et inférieur au niveau d'intervention, l'exploitant prend les mesures correctrices prévues dans le plan d'intervention jusqu'à l'obtention d'un résultat inférieur à 1 000 UFC/l et revoit le plan de gestion, sa mise en œuvre et le réseau d'eau chaude sanitaire.

§ 2. En cas de dénombrement des *Legionella pneumophila* égal ou supérieur au niveau d'intervention et inférieur au niveau de fermeture, l'exploitant prend les mesures correctrices prévues dans le plan d'intervention jusqu'à l'obtention d'un résultat inférieur au niveau de vigilance de *Legionella pneumophila* et revoit le plan de gestion.

Dans les 10 jours suivant l'application des mesures prévues par le plan d'intervention, l'exploitant fait réaliser un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises.

Si le dénombrement est toujours égal ou supérieur au niveau d'intervention, l'exploitant procède à la fermeture immédiate du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire et avertit immédiatement par fax ou courrier électronique le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Le bassin de natation et le réseau d'eau chaude sanitaire peuvent être rouverts lorsqu'un retour à une valeur inférieure au niveau de vigilance est attesté par un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

§ 3. En cas de dénombrement égal ou supérieur au niveau de fermeture, l'exploitant :

1° procède à la fermeture immédiate du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire;

2° avertit immédiatement par fax ou courrier électronique le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement;

3° met en œuvre les actions prévues par le plan d'intervention;

4° fait procéder au prélèvement et à une analyse effectuée par un laboratoire accrédité et/ou agréé pour le dénombrement des *Legionella pneumophila* 3 jours après la mise en œuvre des actions prévues par le plan d'intervention;

5° le bassin de natation et le réseau d'eau chaude sanitaire peuvent être rouverts lorsqu'un retour à une valeur inférieure au niveau de vigilance est attesté par un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires attestant.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement;

6° s'assure qu'un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires soient réalisés 10 jours après la réouverture du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire. Il transmet le résultat immédiatement par fax ou courrier électronique au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi qu'au bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Section 4. — Dispositions applicables aux bassins de natation couverts

Art. 29. Les systèmes de circulation et d'évacuation d'air, de vapeurs et de fumées sont disposés de manière à ne pas incommoder le public et les voisins.

Art. 30. L'air frais destiné à la ventilation de l'établissement est capté à l'air libre en dehors de toute autre source de pollution potentielle.

Art. 31. Le taux d'humidité relative de l'air est maintenu en dessous de 65 pour cent. Pour contrôler ce taux, l'exploitant dispose dans le hall de natation d'un hygromètre en bon état de fonctionnement, placé entre 1,5 et 2 mètres de hauteur du sol.

Art. 32. Le hall de natation comporte un thermomètre en bon état de fonctionnement.

Pendant les heures d'ouverture au public, la température de l'air du hall de natation dépasse de 2 °C au moins celle de l'eau du plus grand bassin.

Art. 33. § 1^{er}. S'il est fait usage de chlore comme moyen de désinfection, l'exploitant veille à ce que le contrôle du taux de trichloramine dans l'air du hall des bassins de natation désinfectés même partiellement au chlore soit réalisé par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution une fois par an entre le 1^{er} septembre et le 30 avril, à un moment représentatif de la fréquentation du bassin et aux frais de l'exploitant.

L'exploitant s'assure que le prélèvement d'air réalisé par le laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution soit effectué au niveau de la grande profondeur, au bord du bassin et à une hauteur de 1,5 mètre au-dessus du sol.

L'endroit de pompage (prélèvement) de l'air est le plus loin possible de tout équipement ou structure empêchant une circulation d'air correcte et des bouches d'extraction ou d'arrivée d'air dans le hall.

La durée de prélèvement est comprise entre une heure et demi et deux heures avec un débit d'aspiration d'un litre par minute. La pompe reste, durant toute la durée du prélèvement, sous la surveillance du personnel du laboratoire d'analyse.

L'exploitant s'assure que le rapport transmis par le laboratoire par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution indique la date, l'heure, le lieu précis du prélèvement, la durée ainsi que le taux de fréquentation au moment du prélèvement.

§ 2. L'air du bassin de natation répond aux normes de qualité suivantes :

Tableau E : QUALITE DE L'AIR				
Paramètre	Méthode	Unité	Valeur d'intervention	Valeur limite
Trichloramine	Dosage des chlorures après réduction des composés chlorés par du trioxyde de diarsenic	mg/m ³	0,5	1

L'exploitant dispose d'un plan d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement de la valeur d'intervention pour la trichloramine (0,5 mg/m³).

En cas de dépassement de la valeur d'intervention pour la trichloramine, l'exploitant met en œuvre le plan d'intervention.

Une nouvelle analyse de la qualité de l'air est réalisée dans les 30 jours suivant l'analyse ayant indiqué un dépassement de la valeur d'intervention.

En cas de nouveaux résultats supérieurs à la valeur d'intervention, l'établissement est fermé jusqu'au retour à un taux de trichloramine inférieur à la valeur d'intervention. L'exploitant avertit le fonctionnaire chargé de la surveillance par fax ou courrier électronique ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Le bassin de natation peut être rouvert lorsque le rapport établi par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique atteste que le taux de trichloramine est inférieur à la valeur d'intervention.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

Le dépassement de la valeur limite de 1 mg/m³ entraîne la fermeture immédiate du bassin de natation.

L'exploitant avertit le fonctionnaire chargé de la surveillance par fax ou courrier électronique ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Le bassin de natation peut être rouvert lorsque le rapport établi par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atteste que le taux de trichloramine est inférieur à la valeur d'intervention.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 34. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et des circonstances, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 35. Le bassin de natation est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 36. Un éclairage de secours est prévu dans les locaux accessibles au public, en ce compris les circuits d'évacuation, ainsi que dans les locaux techniques et leurs voies d'accès.

Art. 37. § 1^{er}. Les portes et parois transparentes sont rendues visibles et les dispositions sont prises pour éviter les blessures du public en cas de bris.

§ 2. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours, sont accessibles aux personnes qui se trouvent dans les locaux de l'établissement.

§ 3. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours sont indiquées par des pictogrammes réglementaires. Ces pictogrammes sont clairement visibles. Les pictogrammes sont éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de secours.

Les portes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Art. 38. § 1^{er}. Les baigneurs sont sous la surveillance directe et constante d'au moins une personne responsable de leur sécurité.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale supérieure à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu de la législation organisant le sport au sein des régions de langue française et de langue allemande ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet de base de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu de la législation organisant le sport au sein des régions de langue française et de langue allemande ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article ne s'applique pas :

1° aux bassins de natation d'hébergement touristique tels que les hôtels, les gîtes ruraux, les campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci;

2° aux bassins thérapeutiques.

§ 3. Les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs reçoivent au moins une fois par an un entraînement obligatoire aux méthodes de premiers soins, de réanimation et de sauvetage.

Les modalités de cet entraînement sont reconnues par l'autorité administrative compétente visée au § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

Une copie du brevet ou du certificat est conservée sur le lieu d'exploitation, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 39. Le nombre maximum de baigneurs admis dans les bassins de natation ne dépasse jamais un baigneur par deux mètres carrés de surface du plan d'eau.

Pour des bassins réservés à l'apprentissage de la natation et à l'entraînement sportif, le nombre de baigneurs recommandé est d'un baigneur par trois mètres carrés de surface de plan d'eau.

Art. 40. La profondeur de l'eau et les endroits où il est interdit de plonger sont clairement indiqués pour les baigneurs à tous les endroits où la sécurité peut être mise en péril.

Tout changement brusque de profondeur est clairement signalé.

Art. 41. L'établissement est équipé d'au moins un poste téléphonique avec une ligne directe extérieure facilement accessible en tout temps.

Art. 42. § 1^{er}. L'établissement comporte un local ou une armoire de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation maintenus en parfait état de fonctionnement, directement et facilement accessible.

§ 2. Le matériel de soins comprend au minimum le contenu repris à l'annexe 1^{re}.

§ 3. Le matériel de réanimation est composé d'un matériel d'oxygénothérapie comme suit :

1° un masque adulte;

2° un masque enfant;

3° un ballon compressible auto statique avec valve patient et valve d'admission;

4° une bonbonne d'oxygène médical munie d'un bloc mano-détendeur et d'un débitmètre, raccordée au ballon. La bouteille doit subir une pression d'épreuve réalisée par un service externe de contrôles techniques agréé en vertu de la réglementation relative à l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur les lieux de travail.

§ 4. Le § 3 du présent article ne s'applique pas aux bassins de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, aux bassins de natation d'hébergement touristique tels que les hôtels, gîtes ruraux, campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci et aux bassins thérapeutiques.

Art. 43. § 1^{er}. Le fonctionnaire chargé de la surveillance est informé dans les quarante-huit heures de tout accident corporel ayant entraîné un décès ou une hospitalisation et de tout incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de l'établissement.

§ 2. Chaque accident corporel significatif est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 2.

§ 3. Chaque incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture du bassin de natation est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 3.

§ 4. Avant le 1^{er} avril de chaque année, l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance un récapitulatif des accidents mentionnés au § 2 et survenus au cours de l'année précédente.

Le récapitulatif est rédigé conformément au formulaire figurant en annexe 4.

CHAPITRE V. — *Rejet des eaux*

Art. 44. § 1^{er}. Les eaux usées issues du contre-lavage et du rinçage des filtres, les eaux de purge et les eaux de vidange des bassins sont assimilées à des eaux usées industrielles.

§ 2. Les établissements sont pourvus d'un réseau d'égouttage permettant une gestion séparée des eaux usées industrielles, des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

§ 3. Les bassins font l'objet d'un nettoyage mécanique, à l'aide d'une brosse ou d'un jet à haute pression.

Lorsque l'utilisation de produits chimiques s'avère nécessaire tels que notamment l'eau de Javel ou un détartrant, il est impératif de respecter le dosage prescrit par le fournisseur.

§ 4. En cas de vidange des bassins vers le réseau d'égouttage public, l'exploitant prend préalablement contact avec l'organisme d'assainissement compétent. L'exploitant respecte la période et le débit maximum de déversement en fonction de la capacité du réseau et des installations d'épuration éventuellement déterminés par l'organisme d'assainissement compétent.

En cas de vidange des bassins vers une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales ou un dispositif d'infiltration par le sol, l'exploitant effectue, le cas échéant, une mesure préalable de la teneur en chlore actif des eaux afin de s'assurer que celle-ci soit conforme aux conditions de déversement fixées ci-après. Le cas échéant, les eaux de vidange transitent par une installation de déchloration avant rejet. Ladite installation fait l'objet d'un entretien régulier de manière à permettre le respect des conditions de déversement fixées ci-après.

§ 5. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître notamment les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

§ 6. Le déversement des eaux usées industrielles vers une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales ou un dispositif d'infiltration par le sol est soumis aux conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;

- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 30 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 60 mg/l;
- 4° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques des eaux déversées ne peut pas dépasser 3 mg/l;
- 5° pour les bassins de natation utilisant du chlore, la teneur en chlore actif des eaux déversées ne peut dépasser 0,05 mg/l;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R. 141 et aux annexes I^{re} et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

En aucun cas, les eaux usées industrielles ne peuvent transiter par les dispositifs de traitement des eaux usées domestiques éventuellement en place.

§ 7. Le déversement des eaux usées industrielles vers un égout public est soumis aux conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9,5 ou inférieur à 6;
- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 45 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 1 000 mg/l;
- 4° les matières en suspension ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration;
- 5° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration, une détérioration ou une obstruction des canalisations, une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 8° il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
- 9° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I^{re} et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

En aucun cas, les eaux usées industrielles ne peuvent transiter par les dispositifs de prétraitement des eaux usées domestiques éventuellement en place.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 45. 1^{er}. L'exploitant tient à jour un dossier de relevés où figurent les renseignements suivants :

- 1° les résultats des analyses journalières qu'il effectue tel que visées à l'article 47, § 1^{er};
- 2° les résultats des analyses effectuées périodiquement par le laboratoire tel que visées au § 2 de l'article 47;
- 3° pour les bassins disposant des pompes visées à l'article 10, les valeurs affichées de pH;
- 4° les dates de rinçage des filtres et du remplacement du matériel de filtration;
- 5° la fréquentation journalière du bassin de natation;
- 6° tout dysfonctionnement ou incident technique;
- 7° tout accident corporel du public obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 2;
- 8° tout incident technique obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 3;
- 9° le relevé mensuel des compteurs d'eau;
- 10° les observations relatives aux vérifications techniques de l'installation, y compris l'étalonnage des appareils de contrôle;
- 11° les noms des responsables des stocks et de la réception des produits dangereux ainsi que de leurs suppléants;
- 12° Les noms des personnes responsables de la vérification journalière des installations.

§ 2. Le dossier de relevés visé au § 1^{er} est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservé pendant cinq ans.

Art. 46. L'exploitant tient les rapports de contrôle des installations électriques à haute tension et les rapports de contrôle des installations électriques à basse tension à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 47. § 1^{er}. La transparence et la température de l'eau du bassin sont contrôlés au minimum quotidiennement par l'exploitant ainsi que le pH à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

§ 2. Tous les mois au moins, l'exploitant fait contrôler la qualité de l'eau des bassins de natation par un laboratoire accrédité et/ou agréé par la Région wallonne pour l'analyse d'eau. Celui-ci vérifie les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques repris à l'article 21.

§ 3. L'exploitant ou son préposé veille à ce que les prélèvements d'eau pour analyse se fassent au moins deux heures après l'ouverture du bassin et toujours aux mêmes endroits, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface, et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

La prise d'échantillon est effectuée par le laboratoire.

L'heure du prélèvement et le nombre de baigneurs sont signalés.

Le désinfectant est correctement neutralisé dans l'échantillon réservé à l'analyse microbiologique.

Le pH est mesuré par le laboratoire au moment du prélèvement.

§ 4. L'exploitant veille à ce que les résultats des analyses bactériologiques lui soient fournis dans un délai de 10 jours à dater du jour suivant le prélèvement et qu'elles aient été effectuées dans les 24 heures du prélèvement.

§ 5. Un résultat bactériologique non conforme impose une nouvelle analyse immédiatement et l'exploitant avertit immédiatement le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'informe des dispositions prises.

Si les résultats de cette nouvelle analyse sont à nouveau non conformes, le bassin est fermé jusqu'à normalisation de la situation. Le fonctionnaire chargé de la surveillance est immédiatement informé de la fermeture de l'établissement.

Un dépassement des valeurs maximales admissibles dans 10 % des échantillons analysés les 10 mois précédents est toléré.

§ 6. Une copie des résultats d'analyse est tenue à la disposition de la clientèle et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 7. Le bulletin des analyses de l'eau réalisées par le laboratoire accrédité et/ou agréé est affiché dans un endroit de passage obligé pour les baigneurs dont notamment à côté de la caisse, à l'entrée des vestiaires.

Ce bulletin d'analyse est daté de moins de 40 jours.

§ 8. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut toujours exiger des analyses supplémentaires aux frais de l'exploitant.

§ 9. Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui répond aux exigences suivantes :

1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;

2° permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;

3° être facilement accessible sans formalité préalable;

4° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

Art. 48. Pour les bassins ouverts, avant l'ouverture de la saison, l'exploitant fait effectuer une analyse complète de l'eau du bassin selon les modalités prévues à l'article 47.

L'exploitant informe par écrit le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date d'ouverture de la saison. Il joint à son envoi une copie des résultats d'analyse d'eau de bassin.

Le bassin n'est ouvert que si les résultats sont conformes.

Art. 49. L'exploitant tient un registre pour consigner la mise en œuvre des mesures préventives et correctrices prévues par le plan de gestion et le plan d'intervention visés par la section 3 du chapitre III.

Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 50. L'exploitant tient un registre pour consigner la mise en œuvre des mesures préventives et correctrices prévues par le plan d'intervention visés par l'article 33, § 2.

Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives*

Art. 51. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du 18 juin 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un bassin de natation visée à la rubrique 92.61.01.01.02 ou à la rubrique 91.61.01.02 lorsqu'un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore est utilisé, de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXV ».

Art. 52. L'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 18 juin 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à un bassin de natation visée à la rubrique 90.61.01.01.02 ou à la rubrique 91.61.01.02 lorsqu'un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore est utilisé, de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXV ».

Art. 53. Dans le même arrêté, une annexe XXV est ajoutée comme suit :

« ANNEXE XXV

Informations relatives aux bassins de natation

1° une description du système de désinfection projeté;

2° le nom commercial, la composition, le descriptif du ou des principe(s) actif(s) de chaque produit de désinfection projeté;

3° une fiche technique associée à chaque composant;

4° un flow sheet du système de désinfection précisant, le cas échéant, l'emplacement des pompes, des injecteurs, des vannes;

5° les paramètres de contrôle du système de désinfection projeté;

6° une description des mesures prises pour limiter tout risque d'accident.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ».

Art. 54. Les rubriques 92.61.01.01.01 et 92.61.01.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées sont remplacées comme suit :

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
92.61.01.01.01 utilisant exclusivement le chlore comme procédé de désinfection de l'eau	3					
92.61.01.01.02 utilisant un procédé désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore	2					

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 55. Pour les articles 51 à 53, les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 56. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

Art. 57. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa précédent :

1° l'article 3, alinéas 1^{er} et 6, l'article 4, alinéa 1^{er}, l'article 7, §§ 1^{er} et 2, l'article 9, §§ 1^{er}, 2, 4, alinéa 1^{er}, l'article 16, § 1^{er}, § 4, alinéa 1^{er}, et 44, § 2, § 6, dernier alinéa, et § 7, dernier alinéa, ne s'appliquent pas aux établissements existants;

2° l'article 14, alinéa 2, le Chapitre V et l'article 47, § 9, s'appliquent aux établissements existants au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 58. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 1^{re}

<u>Contenu minimal du matériel de soins</u>	
Dénomination	Quantité
Manuel de 1 ^{er} soins en attendant les secours	1
Ciseaux à pansements (coudés, un bout arrondi et un bout plat)	1
Désinfectants : - Antiseptique à base de chlorhexidine : désinfection des blessures - Solution hydroalcoolique : désinfection des mains	Quantités à déterminer en fonction des risques
Bandage triangulaire	2
Bandage en gaze élastique : - 5cm - 7cm	1 1
Pansements compressifs en emballage individuel : - Bande de gaze de 5cm x 2m avec gâteau de pansement de 10cm x 7cm - Bande de gaze de 7cm x 2m avec gâteau de pansement de 14cm x 12cm	1 1
Fine pince à écharde en inox de type brucelles	1
Epingles de sûreté	1 paquet
Couverture de survie en aluminium	1
Gants à usage unique de préférence en vinyle	5 paires
Masque de réanimation	1
Ou feuille avec filtre pour la protection du bouche à bouche (en remplacement de la canule de réanimation)	2
Compresse stériles de 5cm x 5cm ou 7,5cm x 7,5cm ou 10cm x 10cm	Dimensions et quantités à déterminer en fonction des risques
Rouleau de sparadrap hypoallergénique 2,5cm	1
Pansements individuels autocollants préemballés de différentes dimensions	Quantité à déterminer en fonction des risques
Sachet de glace instantanée	1
Alcool à 70 % : désinfection du matériel	Quantité à déterminer en fonction des risques
Inventaire	1
Liste des numéros de téléphone nécessaires (dans l'entreprise et à l'extérieur)	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 2

FORMULAIRE A

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

FICHE D'ACCIDENT EN PISCINE**- Accident corporel -**

Date :/...../.....	Heure :	Lieu :
<u>Personne accidentée</u>		
Nom :	Prénom :	
Adresse :		Tél. :/.....
Age :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Individuel :	Groupe :	
<u>Responsable de l'encadrement</u> :	Nom :	Prénom :
Forme d'accident	Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> <u>Dans l'eau</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Noyade (issue favorable ou non) <input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Escalier sous eau <input type="checkbox"/> Carrelage <input type="checkbox"/> Echelle/main courante <input type="checkbox"/> Ligne de nage ou corde <input type="checkbox"/> Grille <input type="checkbox"/> Structure flottante <input type="checkbox"/> Toboggan <input type="checkbox"/> Plongeoir <input type="checkbox"/> Plot de départ / bord <input type="checkbox"/> Autres : 	
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Contact avec autre usager <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Hydrocution <input type="checkbox"/> Autres : 		

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> Hors de l'eau (mais dans le hall du bassin)			
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec		<input type="checkbox"/> Structure sous toboggan	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé		<input type="checkbox"/> Escalier	
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure		<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie	
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager		<input type="checkbox"/> Colonne	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Banc	
<input type="checkbox"/> Autres :		<input type="checkbox"/> Echelle/main courante	
		<input type="checkbox"/> Portes	
		<input type="checkbox"/> Toboggan	
		<input type="checkbox"/> Plongeoir	
		<input type="checkbox"/> Plot de départ / bord	
		<input type="checkbox"/> Pédiluve	
		<input type="checkbox"/> Autres :	
<input type="checkbox"/> Autre endroit	<input type="checkbox"/> Douche	<input type="checkbox"/> Toilettes	<input type="checkbox"/> Hall d'entrée
	<input type="checkbox"/> Cafétéria	<input type="checkbox"/> Vestiaire	<input type="checkbox"/> Tribune
	<input type="checkbox"/> Autres :		
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec		<input type="checkbox"/> Escalier	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé		<input type="checkbox"/> Porte	
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure		<input type="checkbox"/> Armoire	
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager		<input type="checkbox"/> Cabine vestiaire	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie	
<input type="checkbox"/> Appareil électrique		<input type="checkbox"/> Autres :	
Types de lésions	<input type="checkbox"/> Décès par noyade	<input type="checkbox"/> Début de noyade	<input type="checkbox"/> Brûlure
	<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	<input type="checkbox"/> Fracture	<input type="checkbox"/> Contusion
	<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	<input type="checkbox"/> Piqûre	<input type="checkbox"/> Autres :
	<input type="checkbox"/> Intoxication	<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	
Interventions	interne	<input type="checkbox"/> Réanimation pulmonaire	
		<input type="checkbox"/> Réanimation cardio-pulmonaire	
	d'un service extérieur	<input type="checkbox"/> 112	
		<input type="checkbox"/> Médecin de garde	
		<input type="checkbox"/> Autre service médical	
	clôture	<input type="checkbox"/> Départ victime par Service 112	
		<input type="checkbox"/> Départ victime par propres moyens	
		<input type="checkbox"/> Autre	

Nom : **Fonction :** **Date :**/...../..... **Signature**

Partie à remplir par le Directeur**Mesures de prévention adoptées ou à adopter**

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail | <input type="checkbox"/> Renforcement surveillance |
| <input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure | <input type="checkbox"/> Rappel des consignes |
| <input type="checkbox"/> Aucune | <input type="checkbox"/> Autres : |

Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...**Nom :****Date :**/...../.....**Signature :**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 3

FORMULAIRE B

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

**INCIDENT TECHNIQUE AYANT ENTRAÎNÉ L'ÉVACUATION
OU LA FERMETURE DE LA PISCINE**

FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT

Date et heure de l'incident :

Lieu exact :

Cause (voir détails proposés ci-après):

Date et signature du Directeur

Caractéristiques de la piscine

	dimension	volume
Grand bain		
Petit bain		

Autres bains :

.....

Désinfection de l'eau	<input type="radio"/> NaClO	<input type="radio"/> Cl ₂	<input type="radio"/> Ag / Cu	<input type="radio"/> Ozone
	<input type="radio"/> Autre à décrire :			
Filtration	<input type="radio"/> Sable	<input type="radio"/> Diatomée	<input type="radio"/> Autre	
Energie	<input type="radio"/> Gaz	<input type="radio"/> Fuel	<input type="radio"/> Autre	

Piscine construite en..... ;

CAUSE(S) DE LA FERMETURE

A - L'EAU

Caractéristiques lors de la fermeture

- = pH =
 = température = °c
 = désinfectant = mg/l

Sa qualité

- | | | |
|--|--|-------------------------------------|
| <input type="radio"/> qualité physique: | <input type="radio"/> transparence | <input type="radio"/> odeur |
| <input type="radio"/> qualité chimique: | <input type="radio"/> désinfectant | <input type="radio"/> pH |
| <input type="radio"/> qualité bactériologique: | <input type="radio"/> nombre total de germes | <input type="radio"/> urée |
| | <input type="radio"/> streptocoque | <input type="radio"/> chlorures |
| | <input type="radio"/> coupure d'alimentation | <input type="radio"/> staphylocoque |
| <input type="radio"/> température: | | <input type="radio"/> pseudomonas |
| <input type="radio"/> autre : | | |
| <input type="radio"/> chauffage | | |

Présence de Legionella pneumophila

- concentration: UFC/l
 plan d'intervention:(Précisez les mesures prises)

Circulation de l'eau

- bac tampon apport d'eau neuve pompage débit
 vidange goulottes autre :

Filtration

- colmatage masse filtrante floculant autre :
 Préciser :

- Désinfection de l'eau** = nature du produit=
- mise en œuvre : canalisation
- injection
- dosagemg/l circuit
- contact/réaction entre produits chimiques
- Coupure d'alimentation d'eau**
- autre
- Traitement complémentaire de l'eau**
 - Correction du pH**
 - mise en œuvre: canalisation
 - injection
 - dosage pH =circuit
 - autre
 - Lutte contre les algues**
 - algues en suspension dans l'eau

B - L'AIR

Sa qualité

- Excès de trichloramines= mg/m³
- air vicié : mauvaises odeurs
- chlore sous forme gazeuse
- autre substance toxique
- excès d'humidité
- manque de renouvellement
- température

Origine

- Circulation d'air**
- groupes de pulsion entrave de la circulation autre
- Installation de chauffage** (air et eau)
- panne de chaudière expliquez
- échangeur autre

C - STOCKAGE DES PRODUITS CHIMIQUES

- Type de stockage :**
- préciser le produit=
- approvisionnement débordement des personnes ont été
 erreur de manipulation incommodées
 fuite tuyaux
 fuite de bonbonnes
- cuve de stockage : fuite
- autre

D - L'ELECTRICITE

- manque d'alimentation
 autre :

Origine

- réseau d'alimentation
 défaut technique à la piscine
 préciser

E - LE BATIMENT

- structure faux plafond toiture
 carrelage étanchéité vitrage autres

Origine

- corrosion mouvement du bâtiment vandalisme autres

F - MENACE EXTERIEURE

- alerte à la bombe attentat autre :

G - FEU

- installation épuration cafétéria bureaux
 vestiaires autre

Origine

- électrique : court-circuit chaudières acte volontaire autres

Conséquences

- évacuation immédiate de la piscine
- fermeture -----> durée : heure(s) jour(s)
- y a-t-il eu des victimes ? OUI NON
 préciser éventuellement

- Moyens techniques mis en œuvre, pour régulariser la situation:
.....
.....

- Mesures de prévention adoptées ou à adopter
 - aucune
 - modification d'infrastructure
 - modification d'organisation du travail
 - nouvelles consignes
 - renforcement surveillance
 - formation du personnel

- Joindre, éventuellement, en annexe, une description détaillée de l'incident

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore.
Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 4

FORMULAIRE C

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

RAPPORT ANNUEL ACCIDENTS CORPORELS EN PISCINE

- Année civile : -

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée		
a) <u>Dans l'eau</u> 1) Noyade (issue favorable ou non) 2) Contact avec infrastructure 3) Contact avec autre usager 4) Malaise 5) Contact avec fond 6) Autres :	<u>Nbre</u>	10) Escalier sous eau 11) Carrelage 12) Echelle/main courante 13) Ligne de nage ou corde 14) Grille 15) Structure flottante 16) Toboggan 17) Plongeoir 18) Plot de départ / bord 19) Autres :	<u>Nbre</u>	
		Total		
	b) <u>Hors de l'eau (dans le hall du bassin)</u> 1) Glissade/chute sur sol sec 2) Glissade/chute sur sol mouillé 3) Contact avec infrastructure 4) Contact avec autre usager 5) Malaise 6) Autres.....	<u>Nbre</u>	10) Structure sous toboggan 11) Escalier 12) Carrelage/maçonnerie 13) Colonne 14) Banc 15) Echelle/main courante 16) Portes 17) Toboggan 18) Plongeoir 19) Plot de départ / bord 20) Pédiluve 21) Autres:	<u>Nbre</u>
			Total	

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
Autre endroit : <input type="radio"/> Douche <input type="radio"/> Toilettes <input type="radio"/> Hall d'entrée			
<input type="radio"/> Cafétéria <input type="radio"/> Vestiaire <input type="radio"/> Tribune			
<input type="radio"/> Autres.....			
	Nombre		Nombre
1) Glissade/chute sur sol sec		10) Structure sous toboggan	
2) Glissade/chute sur sol mouillé		11) Escalier	
3) Contact avec infrastructure		12) Carrelage/maçonnerie	
4) Contact avec autre usager		13) Colonne	
5) Malaise		14) Banc	
6) Autres :		15) Echelle/main courante	
		16) Portes	
		17) Toboggan	
		18) Plongoir	
		19) Plot de départ / bord	
		20) Pédiluve	
		21) Autres :	
		Total	

Types de lésions		Nombre
<input type="checkbox"/> Décès par noyade		
<input type="checkbox"/> Décès par autre cause		
<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux		
<input type="checkbox"/> Intoxication		
<input type="checkbox"/> Début de noyade		
<input type="checkbox"/> Fracture		
<input type="checkbox"/> Piqûre		
<input type="checkbox"/> Lésions cutanées		
<input type="checkbox"/> Brûlure		
<input type="checkbox"/> Contusion		
<input type="checkbox"/> Autres :		

Mesures de prévention adoptées ou à adopter	
<input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail	<input type="checkbox"/> Renforcement surveillance
<input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure	<input type="checkbox"/> Rappel des consignes
<input type="checkbox"/> Aucune	<input type="checkbox"/> Autres :
Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...	

Date :/...../.....

Signature du Directeur:

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm utilisant un procédé de désinfection autre que le chlore ou en combinaison avec du chlore.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27126]

13. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt, als Anlage beigelegt zu werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 20. August 2012 in Anwendung von Artikel 84, §1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 51.777/2/V;

In der Erwägung, dass durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen, außer der Klassifizierung auch der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder abgeändert wurden;

In der Erwägung, dass sich diese Abänderung hauptsächlich auf die Klassifizierung kleinerer Schwimmbäder bezog; dass das Kriterium zur Unterscheidung der Klassen die Verwendung bzw. Nichtverwendung von Chlor als Mittel zur Wasserdesinfektion ist; dass die Schwimmbäder, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt und für die Chlor als ausschließliches Mittel zur Wasserdesinfektion benutzt wird, in die Klasse 3 eingestuft werden und weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder unterliegen; dass Schwimmbäder hingegen, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt und für die nicht ausschließlich Chlor als Mittel zur Wasserdesinfektion benutzt wird, einer Umweltgenehmigung unterliegen und den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder genügen müssen;

In der Erwägung, dass es sich in der Verwaltungspraxis jedoch erwiesen hat, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder an die kleineren Schwimmbäder nicht angepasst war, für die kein Chlor als Mittel zur Wasserdesinfektion benutzt wird, weil diese Regelung ursprünglich im Hinblick auf größere Schwimmbäder verfasst worden war, deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt; dass übrigens in dieser Klassifizierung das Kriterium der Verwendung eines Desinfektionsmittels zusammen mit Chlor nicht deutlich vorgesehen war; dass es demnach vorgeschlagen wird, die Klassifizierung der kleineren Schwimmbäder erneut zu ändern, indem die Klassifizierungskriterien genauer angegeben werden;

In der Erwägung, dass die Schwimmbäder, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt und für die Chlor als ausschließliches Mittel zur Wasserdesinfektion benutzt wird, in der Rubrik 92.61.01.01.01 erwähnt sind und dabei zur Klasse 3 gehören; dass die Schwimmbäder, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt und für die kein Chlor oder nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel benutzt wird, zur Klasse 2 gehören; dass es in der Tat angebracht ist, das Verfahren der Klasse 2 für kleinere Schwimmbäder aufrechtzuerhalten, die andere Desinfektionsverfahren als mit Chlor anwenden, insofern diese Alternativverfahren zum Gebrauch von Chlor in der Wallonischen Region noch selten sind. Die Regelung durch sektorbezogene Bedingungen ermöglicht eine Überprüfung von Fall zu Fall der in den Genehmigungsanträgen vorgeschlagenen Alternativsysteme - zumal diese sich ständig verändern können - sowie ggf. die Auferlegung von Sonderbedingungen; dass diese Argumentation ebenfalls für größere Schwimmbäder gilt, die andere Desinfektionsverfahren als mit Chlor anwenden;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass aufgrund von Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 die Regierung bei der Festsetzung sektorbezogener Bedingungen von den allgemeinen Bedingungen nur unter der Voraussetzung abweichen kann, dass sie diese Abweichung begründet;

In der Erwägung, dass einige Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (was das Haushaltsabwasser betrifft), bzw. in den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe eingefügt worden sind;

In der Erwägung, dass einige der Parameter, die im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnt sind, heute nicht mehr relevant oder nicht auf alle Tätigkeitsbereiche anwendbar sind; dass sich der Königliche Erlass auf Analysemethoden bezieht, die heute verboten sind, wie z.B.:

- den Putrefaktionstest mit Methylenblau;

- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe;

In der Erwägung schließlich, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 eine Begrenzung der Anzahl der auf einzelne Betriebe anwendbaren Verordnungstexte ermöglicht, was dem Willen der Wallonischen Regierung auch entspricht, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bestimmungen finden auf die unter Rubrik 92.61.01.01.02 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Hallen- und Freischwimmbäder Anwendung, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt.

Hallenschwimmbäder mit ausziehbarer Überdachung werden Hallenbädern gleichgestellt.

Art. 2 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Schwimmbad: ein künstliches, zur Ausübung des Schwimmens und aller sonstigen im Wasser stattfindenden therapeutischen, Freizeit- oder Sporttätigkeiten entworfenes Becken;

2° bestehendes Schwimmbad: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassenes Schwimmbad. Das Schwimmbad, für das vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Zulassungsantrag eingereicht wurde, wird einem bestehenden Schwimmbad gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Schwimmbads, die der Betreiber vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Schwimmbad gleichgestellt;

3° Planschbecken: ein untiefes Becken, das Kindern zum Baden vorbehalten ist;

4° Aerosol: Vernebelung extrem feiner Partikel, die in die Luft verstreut werden;

5° kritische Verbrauchsstelle: jede allgemein zugängliche Verbrauchsstelle, durch die Aerosole aus Brauchwarmwasser möglicherweise erzeugt werden, das mit Legionella pneumophila verseucht werden könnte; kritische Verbrauchsstellen sind vor allem die Duschen, Brausen, Schaum- oder Strudelbäder;

6° Brauchwarmwassernetz: das Netz, das die gesamten Gemeinschaftsanlagen zur Brauchwarmwasserbereitung, -speicherung und -versorgung umfasst, und das durch eine oder mehrere zentrale Brauchwarmwasserbereitungsanlagen versorgt wird;

7° Vorbeugungsmaßnahmen: diejenigen Betriebsmethoden, für die strukturelle und Verwaltungsmaßnahmen zur Einschränkung der Gefahr der Legionärskrankheit vorausgesetzt sind;

8° akkreditiertes Labor: ein Labor, das über eine förmliche Bescheinigung verfügt, die von der nationalen Akkreditierungsstelle ausgestellt wird und durch die nachgewiesen wird, dass eine Konformitätsprüfungsstelle den durch die harmonisierten Normen bestimmten Kriterien sowie, wenn anwendbar, allen sonstigen zusätzlichen Anforderungen genügt, insbesondere denjenigen, die in den jeweiligen relevanten, für die Durchführung einer spezifischen Maßnahme der Konformitätsprüfung im Sinne der Regelungsbestimmungen über die Akkreditierung von Konformitätsprüfungsstellen erforderlichen sektorbezogenen Programmen festgelegt sind.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - In den Räumen der Badeanstalt sind Boden, Decken und Seitenwände aus einem undurchlässigen, korrosionsbeständigen, leicht abwaschbaren Material gebaut.

Alle Innenausstattungen und -einrichtungen sind aus fäulnissicherem, korrosionsbeständigem und leicht abwaschbarem Material, das überdies keine Verletzungsgefahr darstellt.

Alle scharfen Kanten und vorspringenden Teile bis zu zwei Meter über dem Boden sind mit einer stoßdämpfenden Schutzvorrichtung versehen.

Die Ein- und Ausmündungen in dem Schwimmbad, insbesondere für Wasser, Luft oder Sonstiges, sind derart eingerichtet, dass sie keine Gefahr für die Badegäste darstellen, insbesondere keine Schnittwunden- und Aufsauggefahr.

Die Umkleidekabinen und gemeinsamen Umkleideräume sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

Die Umkleidekabinen und gemeinsamen Umkleideräume sind derart angeordnet, dass die Barfußbereiche von den mit Schuhen betretbaren Bereichen deutlich getrennt sind.

Art. 4 - Die Badeanstalt ist an ein Trinkwasserversorgungsnetz angeschlossen.

Wenn das für die Duschen und Waschbecken benutzte Wasser kein Leitungswasser ist, muss es den für das Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen und muss der Betreiber dessen Qualität von einem für die Wasseranalyse gemäß den geltenden Rechtsvorschriften akkreditierten oder aufgrund von Art. R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenen Labor kontrollieren lassen.

Art. 5 - In der Badeanstalt sind Sanitäranlagen vorhanden.

Art. 6 - Gitterroste, Fußmatten oder andere ähnliche Gegenstände sind in den von barfüßigen Personen benutzten Bereichen verboten.

Art. 7 - §1. Die Seitenwände und der Boden des Schwimmbads sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

Die Seitenwände eines mehr als 1 Meter tiefen Schwimmbads sind mit einer Stütze für die Hände oder für die Füße versehen.

§2. An der tiefsten Stelle des Schwimmbads ist eine Vorrichtung zur Wasserabführung angebracht, um das Becken zu entleeren.

Eine Boden­neigung von mindestens 1% führt das abzuleitende Wasser zu dieser Vor­richtung.

§ 3. Die Wasserein- und -abführung im Schwimmbad sind eingerichtet, um die Wasserstagnation einzuschränken.

Art. 8 - § 1. Die Wassertiefe im Schwimmbad ist an die Verwendung der Sprungbretter, Wasserrutschbahnen und sonstigen Vergnügungsausrüstungen angepasst.

§ 2. Die Leiter und die Zugangsplattform zu den Wasserrutschbahnen, Sprungbrettern und sonstigen Vergnügungsausrüstungen sind mit Sicherheitsvorrichtungen versehen, die derart konzipiert sind, dass jegliche Sturzgefahr vermieden wird. Sie sind mit einem rutschfesten, leicht abwaschbaren Material überzogen.

§ 3. Der Innenbelag der Rutschbahn ist durchgehend glatt, um einen natürlichen Rutschvorgang zu ermöglichen. Es wird kein chemisches Mittel benutzt, um diesem nachzuhelfen.

Der Auslaufbereich einer mehr als 2 Meter hohen Wasserrutschbahn bleibt in einem Umkreis von mindestens 2,5 Metern frei. Er wird deutlich gekennzeichnet und abgegrenzt.

Art. 9 - § 1. Die Schwimmbadränder sind derart angeordnet, dass die Badegäste leicht und schnell evakuiert werden können.

Der auf der Seite des Notausgangs liegende Rand muss mindestens 1,5 m breit sein.

§ 2. Der direkte Zugang aus den Umkleidekabinen oder aus den Vergnügungsbereichen zu den Schwimmbadrändern befindet sich an der Stelle mit der geringsten Tiefe.

§ 3. An jedem Zugang zu den Schwimmbadrändern ist mindestens ein Fußwaschbecken oder eine Fußdusche angebracht, das/die derart installiert ist, dass die Badegäste zwangsläufig durch diese gehen müssen, um zu den Schwimmbadrändern zu gelangen.

Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind mit desinfizierendem Wasser versorgt.

Das Abwasser aus den Fußwaschbecken, Fußduschen und Körperduschen wird direkt zum internen Abwassernetz geleitet.

§ 4. Die Schwimmbadränder sind derart gebaut, dass deren Abwasser nicht in das Schwimmbad oder in die Vorrichtungen zur Aufbereitung des Badwassers abfließen kann.

Das Abwasser wird zu den an das interne Kanalisationsnetz angeschlossenen Vorrichtungen zur Wasserableitung geleitet. Diese sind mit einem Filterrost versehen.

§ 5. Der Boden an den Schwimmbadrändern ist aus rutschfesten, gegen die benutzten chemischen Mittel widerstandsfähigen, leicht abwaschbaren Materialien, die keine Verletzungsgefahr darstellen, gefertigt.

Art. 10 - § 1. Wenn für die Wasserdesinfektion Chlor und Pumpen zur Einspritzung des Desinfektionsmittels und des pH-Korrektors benutzt werden, wird deren Betrieb unmittelbar und automatisch durch das Aussetzen der Pumpen für den Wasserumlauf oder durch eine Verringerung des Durchflusses unterbrochen, wenn Letzterer auf weniger als 40 % des normalen Werts herabfällt. Falls die Einspritzung des Chlors und die des pH-Korrektors in ein und dieselbe Leitung erfolgen, befinden sich diese Einspritzstellen mehr als zwei Meter voneinander entfernt.

§ 2. Leicht zugängliche Zapfhähne sind zwecks Probenahmen

1° vor der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien;

2° nach der Filterung und vor jeglicher anderen Vorrichtung;

3° nach der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien so nah wie möglich am Wassereinlass eines jeden Beckens eingerichtet.

KAPITEL III — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Betriebsweise

Art. 11 - § 1. Die Räume der Badeanstalt, die Einrichtungen und das Material werden in einem makellos sauberen, völlig betriebsfähigen Zustand gehalten.

§ 2. Die Badeanstalt verfügt über eine Dienstordnung und über schriftliche Verfahren zur normalen Betriebsweise und in Notfällen. Darin werden die zu treffenden Maßnahmen angegeben, um unter allen Umständen den reibungslosen und sicheren Betrieb gewährleisten zu können.

Die Dienstordnung ist gut lesbar und an sichtbaren Stellen des von den Badegästen zwangsläufig begangenen Wegs auszuhängen.

Die Dienstordnung und die Verfahren werden mindestens einmal im Jahr aktualisiert.

Gegen Empfangsbescheinigung erhält jedes betroffene Personalmitglied eine Abschrift davon.

Art. 12 - Die Duschen verfügen entweder über Warmwasser oder über Kalt- und Heißwasser.

Art. 13 - Wenn das Wasser zum Auffüllen des Schwimmbads und das Ergänzungswasser kein Leitungswasser sind, so müssen sie trotzdem den für Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen.

Um die von den Bestimmungen des Artikels 21 erforderte Gemäßheit der Wasserqualität zu gewährleisten, wird eine ausreichende Menge frischen Wassers täglich hinzugefügt.

Das Verfahren zur Aufbereitung des Schwimmbadwassers besteht in einer Vorfiltration, einer Filterung, einer Desinfektion und einem System zur Frischwasserzugabe.

Chemische Mittel dürfen nicht unmittelbar in das Schwimmbad eingespritzt werden.

Der Betreiber sorgt dafür, dass die technischen Anlagen des Schwimmbads regelmäßig gewartet werden.

Art. 14 - Das Schwimmbadwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens zwei Stunden völlig recycelt.

Das Planschbeckenwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 30 Minuten völlig wiederverwertet.

Art. 15 - Bei Freibädern wird das Schwimmbad vor Eröffnung der Saison entleert und gereinigt.

Art. 16 - § 1. Die technischen Räume und die Lagerräume sind zur Lieferung der Produkte leicht zugänglich, ohne es für die Öffentlichkeit zu sein.

§ 2. Die Behälter für chemische Mittel, die Lagerräume und Rohrleitungen sind gekennzeichnet oder identifiziert.

§ 3. Der Betreiber führt ein Verzeichnis mit folgenden Auskünften:

1° Bezeichnung, Eigenschaften und Lieferungsdaten der in der Badeanstalt benutzten chemischen Mittel;

2° die etwaigen Zwischenfälle, sowie alle Wartungsarbeiten, Pannen, Reparaturen oder Unfälle.

§ 4. Ein von dem Betreiber bezeichnetes fachkundiges Personalmitglied der Badeanstalt führt eine tägliche Überprüfung der gesamten Anlage durch.

Ein von dem Betreiber bezeichnetes fachkundiges Personalmitglied der Badeanstalt ist bei jeder Lieferung von gefährlichen Produkten anwesend.

Art. 17 - § 1. Die Lagerung in loser Schüttung der gefährlichen Produkte erfolgt in getrennten, ausschließlich der Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen.

§ 2. Produkte in loser Schüttung, die untereinander reagieren können, werden in getrennten, ausschließlich der Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen gelagert.

§ 3. Zwischen dem Tank des Lastwagens zur Lieferung chemischer Mittel in loser Schüttung und dem Eingang der Lagereinrichtung der Badeanstalt wird ein Rohr ohne Zwischenverbindungsstück benutzt. Es werden spezifische, mit inkompatiblen Ansatzstücken versehene Rohre benutzt.

Für jedes gefährliche Produkt wird jeweils ein Rohr benutzt, das mit einem für die Art des Produktes spezifischen Ansatzstück versehen und mit den Ansatzstücken anderer Produkte inkompatibel ist.

§ 4. Die in loser Schüttung gelagerten Produkte werden in geschlossenen Behältern von mindestens 1 500 Litern gelagert. Jeder Behälter wird in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt. Diese Behälter sind mit einem deutlich sichtbaren Höhenstandsanzeiger und einem Entgasungssystem mit Gas-Luftwäscher versehen, um giftige Ausströmungen zu verhindern. Diese Behälter dürfen lediglich in ihrem oberen Teil Öffnungen aufweisen.

Die Zwischenbehälter - die sogenannten "Tagesbecken" -, aus denen die gefährlichen Produkte dosiert werden können, beinhalten nicht mehr als die für zwei Tage Betrieb erforderliche Menge.

Jeder Zwischenbehälter wird in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt.

Art. 18 - § 1. Die Lagerung der gefährlichen Produkte in Kanistern erfolgt an einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Platz.

§ 2. Die Kanister dürfen nicht aufgestapelt sein, sondern sind in Retentionsbecken mit einem Fassungsvermögen von 50% des gesamten gelagerten Volumens oder in individuellen Retentionskästen mit einem Fassungsvermögen von 110% des gelagerten Volumens des Kanisters gelagert.

Die Produkte, die untereinander reagieren können, werden in getrennten Retentionskästen gelagert.

Art. 19 - Die Belüftung der Räume zur Lagerung der gefährlichen Produkte erfolgt lediglich nach außen und von den Außenlufteinlässen des Schwimmbads entfernt.

Abschnitt 2 — Hygiene und Qualität des Wassers

Art. 20 - Die Desinfektionstechniken und -methoden können durch Sonderbedingungen reguliert werden.

Die Verwendung von unter Druck verflüssigtem Chlor ist verboten.

Art. 21 - § 1. Das Wasser eines jeden Schwimmbads wirkt desinfizierend, mit Ausnahme der individuell benutzten Becken, die nach jeder Benutzung geleert werden.

§ 2. Das Schwimmbadwasser entspricht den in den nachstehenden Tabellen A, B und C festgelegten Qualitätsnormen:

Tabelle A: CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwerte	Grenzwerte
pH	Elektrometrie			
Unterer Grenzwert			7,2	6,5
Oberer Grenzwert			7,4	8,3
Harnstoff: oberer Grenzwert	Berthelot oder Diacetylmonoxim	mg/l		2
Oxidierbarkeit in warmem und saurem Medium (KmnO ₄): oberer Grenzwert (O ₂)	Titrimetrie mit Kaliumpermananganat	mg/l		5

Tabelle B: BAKTERIOLOGISCHE PARAMETER			
Arten	Methoden	Einheiten	Höchstzulässige Werte
Gesamtanzahl der Kolonien bei 37° C und nach 48 Stunden Bebrütung	Keimzählung nach Impfung auf Agar-Agar-Nährboden	Anzahl/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0
Koagulase-positive Staphylokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0
Intestinale Enterokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0

Tabelle C: PHYSIKALISCHE PARAMETER		
Arten	Werte	
	Leitwerte	Grenzwerte
Sichttiefe		Sichtbarkeit des Beckengrunds (*)
Sichtbare Verschmutzung	Keine	
Farbe	Keine	

(*) Ein dunkelfarbiges Zeichen mit einer Seitenlänge von 30 cm wird an der tiefsten Stelle angebracht.

§ 3. Eine Überschreitung der Grenzwerte der Tabelle C oder die Nichtbeachtung der Sonderbedingungen, die die zuständige Behörde aufgrund von Artikel 20 vorschreiben kann, erfordert die Schließung des Schwimmbads, wenn dem nicht innerhalb einer halben Stunde abgeholfen wird.

Abschnitt 3. — Vorbeugung vom Vorhandensein der Bakterien "Legionella pneumophila" in den Sanitäranlagen.

Art. 22 - Der Betreiber erstellt einen Bewirtschaftungsplan in Bezug auf alle Brauchwarmwasserleitungen einschließlich derjenigen, die alle anderen Anlagen versorgen, wenn diese an dasselbe Brauchwarmwassernetz angeschlossen sind, wie das des Schwimmbads.

Art. 23 - Der Bewirtschaftungsplan umfasst u.a.:

- 1° die Identifizierungs- und Kontaktdaten des Betreibers;
- 2° ein allgemeines Schema und eine technische Beschreibung des Warm- und des Kaltwassernetzes einschließlich der kritischen Verbrauchsstellen und der Probenahmestellen;
- 3° eine Messung des Vorhandenseins von *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser, damit die Gefahren einer zu starken Kontaminierung und die Aerosolbildung identifiziert werden können, insbesondere was die Bautechnik, die Warmwasserversorgungstechnik und die verwendeten Materialien betrifft;
- 4° Vorbeugungsmaßnahmen in Bezug auf das Brauchwarmwassernetz und ggf., je nach den Ergebnissen der oben erwähnten Gefahrenanalyse, auf das Kaltwassernetz.

Bei jeder Änderung am Warmwassernetz oder bei jedem sonstigen Eingriff, der Einfluss auf die Gefahr haben könnte, wird der Bewirtschaftungsplan neu überprüft und ggf. abgeändert.

Der Bewirtschaftungsplan wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 24 - Die Vorbeugungsmaßnahmen stützen sich vor allem auf Temperaturmessungen und Analysekampagnen bezüglich der *Legionella pneumophila* in jedem Brauchwarmwassernetz und ggf., je nach den Ergebnissen der in Artikel 23 erwähnten Gefahrenanalyse, im Kaltwassernetz.

Die Vorbeugungsmaßnahmen werden regelmäßig vom Betreiber ausgeführt, auch wenn innerhalb der Badeanstalt keine *Legionella pneumophila* entdeckt wurden.

Art. 25 - Zweimal im Jahr lässt der Betreiber Wasserprobenahmen von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* zugelassenen Labor im Abstand von sechs Monaten durchführen, um die Bakterienmenge der *Legionella pneumophila* in seinen Brauchwasseranlagen zu messen. Die Probenahmestellen werden nach einer Probenahmestrategie bestimmt, die die Anzahl kritischer Verbrauchsstellen berücksichtigt. Die am wenigsten gebrauchten und die von der Brauchwarmwasserbereitung am weitesten entfernten Wasserauslässe sind für die Probenahme vorrangig.

Außerdem wird eine Probenahme- und Messungskampagne in Bezug auf *Legionella pneumophila* vor Eröffnung des Schwimmbads durchgeführt, wenn dieses seit mehr als einem Monat nicht betrieben worden ist.

Die Proben werden von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwasser zugelassenen Labor kontrolliert.

Es werden zwei Reihen von Probenahmen durchgeführt: Die erste wird vorgenommen, bevor das Wasser fließt, und die zweite, nachdem das Wasser während 2 bis 3 Minuten abgefließen ist, um das Ausmaß der Kontamination des Netzes zu überwachen.

Art. 26 - Die Anzahl *Legionella pneumophila* im Wasser kritischer Verbrauchsstellen darf die in der nachstehenden Tabelle D angeführte Wachsamkeitsschwelle nicht überschreiten:

Tabelle D: WASSERQUALITÄT AN KRITISCHEN VERBRAUCHSSTELLEN					
Parameter	Methode	Einheit	Wachsamkeitsschwelle	Einsatzschwelle	Schließungsschwelle
<i>Legionella pneumophila</i>	Direkte Einimpfung nach Konzentration durch Filtrierung; Säure- und Wärmebehandlung	Anzahl KBE/1	1000	5000	10 000

Art. 27 - Der Betreiber erstellt einen Einsatzplan, der die bei Überschreitung der Wachsamkeitsschwelle zu treffenden Abhilfemaßnahmen anführt.

Im Einsatzplan stehen mindestens folgende Auskünfte:

- 1° das Datum der letzten Aktualisierung der im Einsatzplan angegebenen Auskünfte;
- 2° die Identität und Kontaktdaten des Verfassers des Einsatzplans und des Bewirtschaftungsplans, im Hinblick auf eine schnelle Kontaktaufnahme;
- 3° die Kontaktdaten des zur Durchführung von Arbeiten an den kontaminierten Anlagen befähigten Technikers;

4° die Maßnahmen zur Informierung des technischen Personals, der Bevölkerung und des Pflegepersonals, falls erforderlich;

5° Schemata der Hydraulikkreise mit Angabe der Stellungen der Ventile, die die Absperrung der mit Bakterien kontaminierten Kreise ermöglichen;

6° die je nach dem Kontaminierungsgrad des Netzes durchzuführenden Maßnahmen, wie z.B. Entkalken, Ablassen, Temperatureinstellungen, Behebung materieller oder chemischer Schäden;

7° die Kontrollmaßnahmen zur Bewertung der Effizienz von eingeleiteten Maßnahmen zur Eindämmung der Kontamination.

Der Einsatzplan wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 28 - § 1. Wenn die gemessene Menge der *Legionella pneumophila* die Wachsamkeitsschwelle erreicht oder überschreitet, ohne jedoch die Einsatzschwelle zu erreichen, ergreift der Betreiber die im Einsatzplan vorgesehenen Abhilfemaßnahmen, bis das Ergebnis weniger als 1 000 KBE/l beträgt, und überprüft den Bewirtschaftungsplan, dessen Ausführung und das Brauchwarmwassernetz noch einmal.

§ 2. Wenn die gemessene Menge der *Legionella pneumophila* die Einsatzschwelle erreicht oder überschreitet, ohne jedoch die Schließungsschwelle zu erreichen, ergreift der Betreiber die im Einsatzplan vorgesehenen Abhilfemaßnahmen, bis das Ergebnis wieder unter der Wachsamkeitsschwelle für *Legionella pneumophila* liegt, und überprüft den Bewirtschaftungsplan noch einmal.

Innerhalb von 10 Tagen nach Ausführung der im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen lässt der Betreiber eine neue Probenahme und eine neue Analyse durchführen, um sich der Wirksamkeit der getroffenen Maßnahmen zu vergewissern.

Wenn die Anzahl KBE/l der Einsatzschwelle immer noch gleich ist bzw. sie überschreitet, so hat der Betreiber sein Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz unverzüglich zu schließen und den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist, per Fax oder E-Mail davon in Kenntnis zu setzen.

Wenn eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchgeführte Analyse bezeugen, dass die Anzahl KBE/l wieder unter der Wachsamkeitsschwelle liegt, dürfen das Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz wieder eröffnet werden.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

§ 3. Wenn die gemessene Bakterienmenge die Schließungsschwelle erreicht oder überschreitet, hat der Betreiber:

1° sein Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz unverzüglich zu schließen;

2° unverzüglich den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist, per Fax oder E-Mail zu benachrichtigen;

3° die im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen einzuleiten;

4° binnen 3 Tagen nach Ausführung der im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen eine Probenahme und eine Analyse durchführen zu lassen, wobei Letztere von einem akkreditierten und/oder für die Zählung der *Legionella pneumophila* zugelassenen Labor durchzuführen ist.

5° Wenn eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor, das diesbezüglich eine Bescheinigung ausstellt, durchgeführte Analyse bezeugen, dass die Anzahl KBE/l wieder unter der Wachsamkeitsschwelle liegt, dürfen das Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz wieder eröffnet werden.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis;

6° Er stellt sicher, dass eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchgeführte Analyse 10 Tage nach der Wiedereröffnung des Schwimmbads und des Brauchwarmwassernetzes vorgenommen werden. Unverzüglich übermittelt er die Ergebnisse per Fax oder E-Mail dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie dem Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

Abschnitt 4 — Auf Hallenschwimmbäder anwendbare Bestimmungen

Art. 29 - Die Luftumwälzungssysteme und Luft-, Dampf- und Rauchableitungssysteme sind derart eingerichtet, dass sie den Publikumsverkehr und die Nachbarschaft nicht belästigen.

Art. 30 - Die zur Belüftung der Badeanstalt bestimmte Frischluft wird im Freien, in ausreichender Entfernung von jeglicher anderen möglichen Verschmutzungsquelle entnommen.

Art. 31 - Die relative Luftfeuchtigkeit wird unter 65% gehalten. Zur Kontrolle dieses Gehalts verfügt der Betreiber über ein in der Schwimmbadhalle zwischen 1,5 und 2 Meter Bodenhöhe angebrachtes Hygrometer in gutem Betriebszustand.

Art. 32 - Die Schwimmbadhalle ist mit einem Thermometer in gutem Betriebszustand ausgestattet.

Während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr überschreitet die Lufttemperatur der Schwimmbadhalle diejenige des Wassers des größten Schwimmbads um mindestens 2° C.

Art. 33 - § 1. Wenn Chlor als Desinfektionsmittel gebraucht wird, sorgt der Betreiber dafür, dass die Kontrolle des Trichloramingehalts der Schwimmbadhallenluft - auch wenn dort die Schwimmbäder nur teilweise mit Chlor desinfiziert werden - einmal im Jahr zwischen dem 1. September und dem 30. April und zu einem für die Besucherzahl des Schwimmbads repräsentativen Zeitpunkt auf eigene Kosten von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Umweltverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ durchgeführt wird.

Der Betreiber stellt sicher, dass die von dem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Umweltverschmutzung zugelassenen Labor bzw. Organ vorgenommene Luftentnahme in Höhe der größeren Wassertiefe, am Schwimmbadrand und 1,5 Meter über dem Boden erfolgt.

Die Luftpumpstelle (Luftentnahmestelle) befindet sich so weit wie möglich von jeglicher Vorrichtung oder Struktur, die die korrekte Luftumwälzung beeinträchtigen könnten, sowie von den Lufteintritten und -auslässen der Halle entfernt.

Die Luftentnahme dauert von anderthalb bis zwei Stunden, wobei die Absaugleistung 1 Liter pro Minute beträgt. Während der gesamten Dauer der Luftentnahme bleibt die Pumpe unter Aufsicht des Personals des Analyselabors.

Der Betreiber stellt sicher, dass im Bericht, der von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Umweltverschmutzung zugelassenen Labor bzw. Organ übermittelt wird, das Datum, die Uhrzeit, die Dauer und die genaue Stelle der Luftentnahme sowie die Anzahl Badegäste zu deren Zeitpunkt angegeben werden.

§ 2. Die Schwimmbadluft entspricht folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle E: LUFTQUALITÄT				
Parameter	Methode	Einheit	Einsatzwert	Grenzwert
Trichloramin	Bestimmung der Chloride nach Reduzierung der Chlorverbindungen mit Hilfe von Diarsentrioxid	mg/m ³	0,5	1

Der Betreiber verfügt über einen bei Überschreitung des Einsatzwerts für Trichloramin (0,5 mg/m³) auszuführenden Einsatzplan.

Im Falle einer Überschreitung des Einsatzwerts für Trichloramin führt der Betreiber den Einsatzplan aus.

Binnen dreissig Tagen nach der Analyse, durch die eine Überschreitung des Einsatzwerts festgestellt wurde, wird eine neue Analyse der Luftqualität durchgeführt.

Wenn die Ergebnisse den Einsatzwert erneut überschreiten, bleibt die Badeanstalt geschlossen, bis der Trichloramingehalt wieder unter dem Einsatzwert liegt. Per Fax oder per E-Mail benachrichtigt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

Die Badeanstalt darf wieder eröffnet werden, wenn durch den Bericht, der von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ erstellt worden ist, nachgewiesen wird, dass der Trichloramingehalt weniger als der Einsatzwert beträgt.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

Eine Überschreitung des Grenzwerts 1 mg/m³ erfordert die unverzügliche Schließung der Badeanstalt.

Per Fax oder per E-Mail benachrichtigt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

Die Badeanstalt darf wieder eröffnet werden, wenn durch den Bericht, der von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Umweltverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ erstellt worden ist, nachgewiesen wird, dass der Trichloramingehalt weniger als der Einsatzwert beträgt.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

KAPITEL IV — Brand- und Unfallverhütung

Art. 34 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Verhältnisse erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 35 - Das Schwimmbad ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 36 - Eine Notbeleuchtung ist in den der Öffentlichkeit zugänglichen Räumen, einschließlich der Evakuierungsbereiche, sowie in den technischen Räumen und deren Zugängen, vorgesehen.

Art. 37 - § 1. Die durchsichtigen Türen und Wände sind sichtbar gemacht und es sind Vorkehrungen getroffen, damit Verletzungen der Badegäste im Falle von Glasbruch verhindert werden.

§ 2. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind den Personen zugänglich, die sich in den Betriebsräumen befinden.

§ 3. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind durch ordnungsgemäße Bildzeichen angezeigt. Diese sind deutlich sichtbar. Die Bildzeichen sind normal beleuchtet und mit einer Notbeleuchtung versehen.

Die Türen lassen sich in Richtung des Ausgangs öffnen.

Art. 38 - § 1. Die Badegäste stehen unter der unmittelbaren und ständigen Aufsicht von mindestens einer für deren Sicherheit verantwortlichen Person.

In einem Schwimmbad mit einer maximalen Wasserhöhe von mehr als 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß der Gesetzgebung zur Organisation des Sports in den Gebieten französischer oder deutscher Sprache ausgestellten oder beglaubigten höheren Rettungsschwimmerdiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

In einem Schwimmbad mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß der Gesetzgebung zur Organisation des Sports in den Gebieten französischer oder deutscher Sprache ausgestellten oder beglaubigten Rettungsschwimmergrunddiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

§ 2. Der § 1 des vorliegenden Artikels ist nicht anwendbar:

1° auf die Schwimmbäder der touristischen Unterbringungsbetriebe wie z.B. Hotels, Ferienwohnungen auf dem Lande, Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist;

2° auf therapeutische Schwimmbecken.

§ 3. Die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer erhalten mindestens einmal im Jahr ein obligatorisches Training zum Erlernen der Erste-Hilfe-, Wiederbelebungs- und Rettungsmethoden.

Die Modalitäten dieses Trainings sind von der in § 1, Absätzen 2 und 3 erwähnten zuständigen Verwaltungsbehörde anerkannt.

Eine Abschrift des Diploms oder des Zeugnisses wird am Betriebsort aufbewahrt und steht dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung.

Art. 39 - Die höchstzulässige Besucheranzahl der Schwimmbäder überschreitet niemals einen Badegast auf zwei Quadratmeter Wasserfläche.

Für Schwimmbäder, die dem Schwimmunterricht und dem Sporttraining vorbehalten sind, ist die empfohlene Anzahl Badegäste ein Badegast auf drei Quadratmetern Wasserfläche.

Art. 40 - Die Wassertiefe und die Stellen mit Tauchverbot sind deutlich für die Badegäste an allen Stellen angezeigt, an denen die Sicherheit gefährdet sein kann.

Jede plötzliche Änderung der Wassertiefe ist deutlich angezeigt.

Art. 41 - Die Badeanstalt ist mindestens mit einem Telefonposten mit einer direkten, jederzeit leicht zugänglichen Auswärtsverbindung ausgerüstet.

Art. 42 - § 1. Die Badeanstalt enthält einen leicht zugänglichen Erste-Hilferaum oder -schrank, der mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüstet ist, das in einem perfekten, direkt einsatzfähigen Zustand gehalten wird.

§ 2. Das Pflegematerial enthält mindestens den vorschriftsmäßigen Inhalt der Anlage 1.

§ 3. Das Wiederbelebungsmaterial setzt sich aus einem wie folgt zusammengesetzten Sauerstoffversorgungssystem:

1° einer Atemmaske für Erwachsene;

2° einer Atemmaske für Kinder;

3° einem autostatischen kompressiblen Beatmungsbeutel mit Patientenventil und Einlassventil;

4° einer medizinischen Sauerstoffflasche, die mit einem Druckminderer und Durchflussmesser versehen und an den Beatmungsbeutel angeschlossen ist. Die Sauerstoffflasche muss einer von einem kraft der Regelung in Zusammenhang mit der Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst durchgeführten Druckprüfung unterzogen werden.

§ 4. Der Paragraph 3 des vorliegenden Artikels ist nicht auf die Schwimmbäder mit einer maximalen Wassertiefe von höchstens 1,4 m, auf die Schwimmbäder der touristischen Unterbringungsbetriebe, wie z.B. Hotels, Ferienwohnungen auf dem Lande, Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist, und therapeutische Schwimmbecken anwendbar.

Art. 43 - § 1. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte wird innerhalb von achtundvierzig Stunden von jeglichem Unfall mit Verletzten, der den Tod oder eine Krankenhausüberweisung zur Folge hatte, und von jeglicher Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Betriebsschließung geführt hat, in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Jeder bedeutende Unfall mit Verletzten wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 2 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 3. Jede Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Schließung des Schwimmbads geführt hat, wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 3 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 4. Jedes Jahr vor dem 1. April übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten eine zusammenfassende Übersicht der in § 2 erwähnten Unfälle, die sich im Laufe des Vorjahrs ereignet haben.

Die zusammenfassende Übersicht wird gemäß dem in der Anlage 4 angegebenen Formular verfasst.

KAPITEL V — *Abwasserableitung*

Art. 44 - § 1. Das Abwasser aus der Spülung und Rückspülung der Filter, das Ablasswasser und das Wasser aus dem Entleeren der Schwimmbäder wird industriellem Abwasser gleichgestellt.

§ 2. Die Badeanstalten sind mit einem Abwassernetz versehen, durch welches das Industrieabwasser, das Haushaltsabwasser und das Regenwasser getrennt behandelt werden.

§ 3. Die Schwimmbäder werden mechanisch gereinigt, durch Abbürsten oder mittels eines Hochdruckreinigers.

Wenn sich die Benutzung von Chemikalien, wie z.B. Bleichlauge oder ein Entkalkungsmittel als notwendig erweist, muss die vom Lieferanten vorgeschriebene Dosierung eingehalten werden.

§ 4. Werden die Schwimmbäder in das öffentliche Kanalisationsnetz entleert, so muss der Betreiber zunächst mit der zuständigen Klärungseinrichtung Kontakt aufnehmen. Der Betreiber beachtet die Periode für die und den maximalen Durchfluss der Abwasserableitung, die ggf. je nach der Kapazität des Netzes und der Klärungsanlagen von der zuständigen Klärungseinrichtung bestimmt werden.

Werden die Schwimmbäder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg für Regenwasser oder eine Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung in den Boden entleert, muss der Betreiber ggf. zunächst eine Messung des Aktivchlorgehalts vornehmen, um sicherzugehen, dass das Abwasser den nachstehend festgelegten Bedingungen für die Einleitung genügt. Ggf. wird das Abwasser bei der Entleerung über eine Dechlorierungsanlage geführt. Diese Anlage wird regelmäßig gewartet, damit die nachstehenden Ableitungsbedingungen eingehalten werden.

§ 5. Ein Schema aller Netze und ein Plan der Abwasserkanalisationen werden vom Betreiber erstellt, regelmäßig aktualisiert, insbesondere nach jeder bedeutenden Änderung, und datiert. Auf dem Plan der Abwassersammelnetze sind insbesondere die gesammelten Bereiche, die Anschlussstellen, Kontrollschächte, Wassereinläufe, Pumpstationen, Messstationen, handbetätigten und automatischen Ventile deutlich sichtbar.

§ 6. Die Einleitung von Industrieabwasser in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg für Regenwasser oder eine Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung in den Boden unterliegt folgenden Bedingungen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen (SS) in dem abgeleiteten Wasser darf 60 mg/l nicht überschreiten;
- 4° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 5° für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbäder darf der Aktivchlorgehalt des abgeleiteten Wassers 0,05 mg/l nicht überschreiten;
- 6° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131° bis R.141 und in den Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Auf keinen Fall darf das Industrieabwasser durch die ggf. bestehenden Vorrichtungen zur Behandlung von Haushaltsabwasser fließen.

§ 7. Die Einleitung von Industrieabwasser in eine öffentliche Kanalisation unterliegt folgenden Bedingungen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9,5 nicht überschreiten oder 6 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen (SS) in dem abgeleiteten Wasser darf 1.000 mg/l nicht überschreiten;
- 4° diese Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus der Funktion der Förder- und Klärstationen nicht schaden;
- 5° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 6° das abgeleitete Abwasser darf keine Stoffe enthalten, die eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen, die Kanalisationen beschädigen oder verstopfen, die Funktion der Pump- oder Kläranlagen beeinträchtigen können;
- 7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 8° es ist verboten, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind, oder solche Abfälle enthaltendes Abwasser zu entsorgen oder abzuleiten;
- 9° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Auf keinen Fall darf das Industrieabwasser durch die ggf. bestehenden Vorrichtungen zur Vorbehandlung von Haushaltsabwasser fließen.

KAPITEL VI — *Kontrolle*

Art. 45 - § 1. Der Betreiber führt eine Aufzeichnungsakte, in der folgende Auskünfte eingetragen werden:

- 1° die Ergebnisse der Analysen gemäß Artikel 47 § 1 die er täglich durchführt;
- 2° die Ergebnisse der Analysen, die regelmäßig von dem Kontrolllaboratorium gemäß § 2 des Artikels 47 durchgeführt werden;
- 3° für die Schwimmbäder, die über die in Artikel 10 genannten Pumpen verfügen, die angezeigten pH-Werte;
- 4° die Daten der Filterspülungen und der Ersetzung des Filtermaterials;
- 5° die tägliche Besucherzahl des Schwimmbads;
- 6° jegliche technische Fehlerhaftigkeit oder Betriebsstörung;
- 7° jeglicher Unfall mit Verletzten unter den Besuchern, der zwangsweise mittels des in der Anlage 2 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;
- 8° jegliche technische Betriebsstörung, die zwangsweise mittels des in der Anlage 3 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;

9° die monatlichen Ablesungen des Wasserzählerstands;

10° die Beobachtungen bezüglich der technischen Überprüfungen der Anlage, einschließlich der Eichung der Kontrollgeräte;

11° die Namen der Personen, die für die Vorräte und die Annahme der gefährlichen Produkte verantwortlich sind, und ihrer Stellvertreter;

12° die Namen der Personen, die für die tägliche Kontrolle der Anlagen verantwortlich sind.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Aufzeichnungsakte wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt und während fünf Jahren aufbewahrt.

Art. 46 - Der Betreiber hält die Berichte über die Kontrolle der Hochspannungs- und Niederspannungsanlagen zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 47 - § 1. Die Transparenz und die Temperatur des Wassers, sowie der pH-Wert werden vom Betreiber mindestens täglich und stets an der gleichen Stelle, in der Nähe des Beckenrandes, in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probenahme des Beckenwassers kontrolliert.

Der Betreiber lässt die Wasserqualität der Schwimmbäder zwecks einer Analyse des Wassers mindestens jeden Monat durch ein akkreditiertes und/oder von der Wallonischen Region für Wasseranalysen zugelassenes Labor kontrollieren. Dieses Labor überprüft die in Artikel 21 genannten chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter.

§ 3. Der Betreiber oder dessen Beauftragter sorgt dafür, dass die zu analysierenden Probenahmen mindestens zwei Stunden nach Öffnung des Schwimmbads und stets an den gleichen Stellen erfolgen, das heißt in der Nähe des Beckenrands, in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche, und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort.

Die Probenahme wird von dem Laboratorium durchgeführt.

Die Uhrzeit und die Anzahl der Badegäste werden angegeben.

Das Desinfektionsmittel wird sorgfältig in der der mikrobiologischen Analyse vorbehaltenen Probenahme neutralisiert.

Der pH-Wert wird zum Zeitpunkt der Probenahme von dem Laboratorium gemessen.

§ 4. Der Betreiber sorgt dafür, dass die bakteriologischen Analysen binnen vierundzwanzig Stunden ab der Probenahme durchgeführt werden, und die Ergebnisse dieser Analysen ihm binnen zehn Tagen ab dem Tag nach der Probenahme mitgeteilt werden.

§ 5. Ein vorschriftswidriges bakteriologisches Ergebnis verlangt unverzüglich eine neue Analyse, und der Betreiber benachrichtigt unverzüglich den mit der Überwachung beauftragten Beamten davon und teilt ihm mit, welche Maßnahmen getroffen wurden.

Wenn die Ergebnisse dieser neuen Analyse wiederum vorschriftswidrig sind, wird das Schwimmbad bis zur Normalisierung der Lage geschlossen. Der mit der Überwachung beauftragte Beamter wird sofort über die Schließung der Badeanstalt informiert.

Eine Überschreitung der höchstzulässigen Werte in 10% der in den letzten zehn vorhergehenden Monaten analysierten Probenahmen wird geduldet.

§ 6. Eine Abschrift der Analyseergebnisse wird der Kundschaft und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

§ 7. Der Analyseschein mit den von dem akkreditieren und/oder zugelassenen Labor durchgeführten Analysen des Badewassers wird an einer Stelle, die zwangsläufig von den Badegästen betreten wird, z.B. unter anderem bei der Kasse oder am Eingang der Umkleieräume, angeschlagen.

Dieser Analysebericht ist weniger als 40 Tage alt.

§ 8. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann stets zusätzliche Analysen auf Kosten des Betreibers fordern.

§ 9. Das abgeleitete Abwasser wird durch eine folgenden Anforderungen genügende Kontrollvorrichtung abgeführt:

1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;

2° auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;

3° leicht zugänglich sein, ohne vorherige Formalität;

4° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

Art. 48 - Für die Freibäder lässt der Betreiber vor Eröffnung der Saison gemäß den in den vorhergehenden Paragraphen und in Artikel 47 vorgesehenen Modalitäten eine vollständige Analyse des Beckenwassers durchführen.

Der Betreiber setzt den mit der Überwachung beauftragten Beamten schriftlich von dem Datum der Saisonöffnung in Kenntnis. Er fügt dieser Einsendung eine Abschrift der Analyseergebnisse des Beckenwassers bei.

Das Schwimmbecken wird lediglich dann geöffnet, wenn die Ergebnisse vorschriftsgerecht sind.

Art. 49 - Der Betreiber führt ein Register zwecks der Aufzeichnung der Vorbeugungs- und Abhilfemaßnahmen, die im Bewirtschaftungsplan und im Einsatzplan nach Kapitel III, Abschnitt 3 genannt sind.

Das Register wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 50 - Der Betreiber führt ein Register zwecks der Aufzeichnung der Vorbeugungs- und Abhilfemaßnahmen, die im Einsatzplan nach Artikel 33, § 2 genannt sind.

Das Register wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL VII — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 51 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch den Erlass vom 18. Juni 2009, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung ein in der Rubrik 92.61.01.01.02 oder in der Rubrik 91.61.01.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genanntes Schwimmbad betrifft, umfasst er, wenn ein anderes Desinfektionsverfahren als Chlor oder in Verbindung mit Chlor benutzt wird, neben den in Absatz 1 verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXV angegebenen Informationen.»

Art. 52 - Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 18. Juni 2009, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn der Antrag auf eine Globalgenehmigung ein in der Rubrik 90.61.01.01.02 oder in der Rubrik 91.61.01.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genanntes Schwimmbad betrifft, umfasst er, wenn ein anderes Desinfektionsverfahren als Chlor oder in Verbindung mit Chlor benutzt wird, neben den in Absatz 1 verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXV angegebenen Informationen.»

Art. 53 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«ANLAGE XXV -

Informationen betreffend die Schwimmbäder

1° eine Beschreibung des geplanten Desinfektionssystems;

2° der Handelsname, die Zusammensetzung, die Beschreibung des oder der aktiven Wirkstoffe jedes geplanten Desinfektionsprodukts;

3° ein technisches Merkblatt für jeden Bestandteil;

4° ein flow sheet des Desinfektionssystems, auf dem die Stelle der Pumpen, Injektoren, Ventile,... ersichtlich ist,...;

5° die Kontrollparameter des geplanten Desinfektionssystems;

6° eine Beschreibung der zur Begrenzung der Unfallgefahr getroffenen Maßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.»

Art. 54 - Die Rubriken 92.61.01.01.01 und 92.61.01.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe werden wie folgt ersetzt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
92.61.01.01.01 in denen Chlor als ausschließliches Verfahren für die Desinfektion des Wassers benutzt wird	3					
92.61.01.01.02 in denen ein anderes Desinfektionsverfahren als Chlor oder in Verbindung mit Chlor benutzt wird	2					

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 55 - Für die Artikel 51 bis 53 werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 56 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 57 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von vorigem Absatz:

1° sind Artikel 3, Abs. 1 und 6, Artikel 4, Abs. 1, Artikel 7, § 1 und § 2, Artikel 9, § 1, § 2, § 4 Absatz 1, Artikel 16, § 1, § 4 Absatz 1, und Artikel 44, § 2, § 6 letzter Absatz, und § 7 letzter Absatz, nicht auf die bestehenden Badeanstalten anwendbar;

2° sind Artikel 14, Absatz 2, das Kapitel V und Artikel 47, § 9 spätestens fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Badeanstalten anwendbar.

Art. 58 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 1

Mindestinhalt des Pflegematerials	
Bezeichnung	Menge
Erste-Hilfe-Anleitung	1
Verbandschere (gebogen, eine Spitze abgerundet und eine Spitze flach)	1
Desinfektionsmittel: - Antiseptikum mit Chlorhexidin: Desinfektion der Wunden - Wässrig-alkoholische Lösung: Desinfektion der Hände	Je nach den Risiken zu bestimmende Mengen
Dreiecksverband	2
Elastische Gazebinde: - 5cm - 7cm	1 1
Druckverbände in individueller Packung: - Gazebinde 5cm x 2m mit Kohäsivbinde 10 cm x 7 cm - Gazebinde 7cm x 2m mit Kohäsivbinde 14 cm x 12 cm	1 1
Dünne Rostfreistahl-Splitterpinzette	1
Sicherheitsnadeln	1 Packung
Rettungsdecke aus Aluminium	1
Einweghandschuhe, vorzugsweise aus Vinyl	5 Paar
Beatmungsmaske	1
Oder Folie mit Filter für den Schutz bei der Mund-zu-Mund-Beatmung (als Ersatz für die Beatmungskanüle)	2
Sterile Kompressen von 5cm x 5cm oder 7,5cm x 7,5cm oder 10cm x 10cm	Je nach den Risiken zu bestimmende Abmessungen und Mengen
Rolle hypoallergenes Pflaster 2,5 cm	1
Fertigverpackte selbstklebende individuelle Verbandpflaster unterschiedlicher Größen	Je nach den Risiken zu bestimmende Menge
Instant-Eisbeutel	1
Alkohol 70%: Desinfektion des Materials	Je nach den Risiken zu bestimmende Menge
Inventar	1
Liste der nötigen Telefonnummern (innerhalb und außerhalb des Betriebs)	1

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 2

FORMULAR A

Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft:
Telefon:
Fax:
E-Mail:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

SCHWIMMBADUNFALLKARTE
- Unfall mit Verletzten -

Datum:/...../.....	Uhrzeit:	Ort:
<u>Verletzte Person</u>		
Name:	Vorname:	
Anschrift:	Tel.:/.....	
Alter:	Geschlecht: <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Individuell:	Gruppe:	
<u>Für die Betreuung verantwortliche Person:</u>	Name:	Vorname:
Form des Unfalls	Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> <u>Im Wasser</u> <input type="checkbox"/> Ertrinken (mit oder ohne glücklichem Ausgang) <input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur <hr/> <input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast <input type="checkbox"/> Unwohlsein <input type="checkbox"/> Kaltwasserschock <input type="checkbox"/> Sonstiges:	<input type="checkbox"/> Unterwassertreppe <input type="checkbox"/> Fliesen <input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf <input type="checkbox"/> Schwimmlinie/Seil <input type="checkbox"/> Gitter <input type="checkbox"/> Schwimmende Struktur <input type="checkbox"/> Rutschbahn <input type="checkbox"/> Sprungbrett <input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand <input type="checkbox"/> Sonstiges:	

Form des Unfalls		Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> Außerhalb des Wassers (jedoch in der Schwimmhalle)			
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Struktur unter der Rutschbahn	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Fliesen / Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Säule	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Sonstiges:		<input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf	
		<input type="checkbox"/> Türen	
		<input type="checkbox"/> Rutschbahn	
		<input type="checkbox"/> Sprungbrett	
		<input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand	
		<input type="checkbox"/> Fußwaschbecken	
		<input type="checkbox"/> Sonstiges:	
<input type="checkbox"/> Sonstiger Ort	<input type="checkbox"/> Dusche	<input type="checkbox"/> Toiletten	<input type="checkbox"/> Eingangshalle
	<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Umkleieraum	<input type="checkbox"/> Tribüne
	<input type="checkbox"/> Sonstiges:		
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Tür	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Schrank	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Umkleidekabine	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Fliesen / Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisches Gerät		<input type="checkbox"/> Sonstiges:	

Art der Verletzungen	<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken	<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens	<input type="checkbox"/> Brandwunde
	<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache	<input type="checkbox"/> Knochenbruch	<input type="checkbox"/> Prellung
	<input type="checkbox"/> Augenverletzungen	<input type="checkbox"/> Stichwunde	<input type="checkbox"/> Sonstiges:
	<input type="checkbox"/> Vergiftung	<input type="checkbox"/> Hautverletzungen	

Eingriff	innerbetrieblich	<input type="checkbox"/> Lungen-Wiederbelebung
		<input type="checkbox"/> Herz-Lungen-Wiederbelebung
	eines auswärtigen Dienstes	<input type="checkbox"/> 112
		<input type="checkbox"/> Notarzt
		<input type="checkbox"/> anderer Gesundheitsdienst
	Abschluss	<input type="checkbox"/> Abtransport des Verletzten durch den Notdienst 112
		<input type="checkbox"/> Verlassen des Verletzten durch seine eigenen Mittel
		<input type="checkbox"/> Sonstiges

Name: Funktion: Datum:/...../..... Unterschrift

Von dem Direktor auszufüllender Teil**Getroffene oder zu treffende
Vorbeugungsmaßnahmen**

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation | <input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht |
| <input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur | <input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen |
| <input type="checkbox"/> Keine | <input type="checkbox"/> Sonstiges: |

**Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen in
Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen**

Name: **Datum:**/...../..... **Unterschrift:**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 3

FORMULAR B

Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft :
Telefon:
Fax :
Email:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

TECHNISCHER ZWISCHENFALL MIT EINER EVAKUIERUNG ODER SCHLIESSUNG DES SCHWIMMBADS ALS FOLGE**SCHLIESSUNG DER BADEANSTALT**

Datum und Uhrzeit des Zwischenfalls:

Genauer Ort:

Ursache (siehe nachstehende Einzelheiten):

Datum und Unterschrift des Direktors

Merkmale des Schwimmbads

	Größe	Volumen
Großes Becken		
Kleines Becken		

Andere Bäder:

.....

Desinfektion des Wassers	<input type="radio"/> NaClO	<input type="radio"/> Cl ₂	<input type="radio"/> Ag / Cu	<input type="radio"/> Ozon
	<input type="radio"/> Sonstiges bitte beschreiben:			
Filterung	<input type="radio"/> Sand	<input type="radio"/> Kieselalge	<input type="radio"/> Sonstiges	
Energie	<input type="radio"/> Gas	<input type="radio"/> Heizöl	<input type="radio"/> Sonstiges	

Schwimmbad Baujahr ;

URSACHE(N) FÜR DIE SCHLIESSUNG

A - WASSER

Merkmale bei der Schließung

= pH =
 = Temperatur = °C
 = Desinfektionsmittel: = mg/l

Seine Qualität

- physikalische Qualität: Sichttiefe Geruch
- chemische Qualität: Desinfektionsmittel: pH Harnstoff
- bakteriologische Qualität Gesamtzahl der Keime Chloride
- Streptokokken Staphylokokken
- Pseudomonas
- Temperatur Ausfall der Wasserzufuhr
- Sonstiges :
- Heizung

Vorhandensein von Legionella pneumophila

- Konzentration UFC/l
- Einsatzplan:(Geben Sie die eingeleiteten Maßnahmen an).

Wasserumlauf

- Pufferbecken Frischwasserzugabe Pumpsystem Abflussmenge
- Entleerung Abflussrinnen Sonstiges:

Filterung

- Verstopfung Filtermasse Flockungsmittel Sonstiges:
- Bitte näher angeben:

Desinfektion des Wassers = Art des Mittels =

- Durchführung : Leitung
- Einspritzung
- Dosierung.....mg/l Kreislauf.....
- Kontakt/Reaktion zwischen den chemischen Mitteln untereinander

C - LAGERUNG DER CHEMISCHEN MITTEL

- Art der Lagerung**
- das Mittel genau angeben=
 - Versorgung
 - Überlaufen
 - Manipulationsfehler
 - Rohrbruch
 - undichte Flaschen
 - Lagerbecken: undicht.....
 - Sonstiges
 - Personen litten an Unwohlsein

D - ELEKTRIZITÄT

- mangelnde Stromversorgung
- Sonstiges

Ursache

- Verteilernetz
- technischer Defekt im Schwimmbad
Bitte näher angeben:

E - GEBÄUDE

- Struktur
- Zwischendecke
- Dach
- Fliesen
- Abdichtung
- Fenster
- sonstiges.

Ursache

- Korrosion
- Gebäudebewegung
- Vandalismus
- sonstiges.

F - DROHUNGEN VON AUSSEN

- Bombenalarm
- Attentat
- Sonstiges

G - BRAND

- Kläranlage
- Cafeteria
- Büroräume
- Umkleideräume
- Sonstiges

Ursache

- Elektrizität: Kurzschluss
- Heizungskessel
- Brandstiftung
- sonstiges.

Folgen

- sofortige Evakuierung des Schwimmbads
- Schließung-----> Dauer Stunde(n) Tag(e)
- gab es Verletzte? JA NEIN
unter Umständen näher angeben

- zur Regulierung der Lage eingesetzte technische Mittel:
-
-

- Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen

- Keine
- Änderung der Infrastrukturen
- Änderung der Arbeitsorganisation

- Neue Verhaltensanweisungen
- Verstärkung der Aufsicht
- Ausbildung des Personals

- Unter Umständen eine detaillierte Beschreibung des Zwischenfalls als Anlage beifügen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 4

FORMULAR C

Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft :
Telefon:
Fax :
Email:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

JAHRESBERICHT DER ÜNFALLE MIT VERLETZTEN IM SCHWIMMBAD
- Kalenderjahr -

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
	<u>Anzahl</u>		<u>Anzahl</u>
a) <u>Im Wasser</u>		10) Unterwassertreppe	
		11) Fliesen	
1) Ertrinken (mit oder ohne glücklichen Ausgang)		12) Leiter/Handlauf	
2) Kontakt mit einer Infrastruktur		13) Schwimmlinie/Seil	
3) Kontakt mit einem anderen Badegast		14) Gitter	
4) Unwohlsein		15) Schwimmende Struktur	
5) Kontakt mit dem Beckenboden		16) Rutschbahn	
6) Sonstiges:		17) Sprungbrett	
		18) Starblock/Beckenrand	
		19) Sonstiges:	
		Insgesamt	
b) <u>Außerhalb des Wassers</u> (in der Schwimmhalle)	<u>Anzahl</u>		<u>Anzahl</u>
		10) Struktur unter der Rutschbahn	
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		11) Treppe	
2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		12) Fliesen / Mauerwerk	
3) Kontakt mit einer Infrastruktur		13) Säule	
4) Kontakt mit einem anderen Badegast		14) Bank	
5) Unwohlsein		15) Leiter/Handlauf	
6) Sonstiges		16) Türen	
		17) Rutschbahn	
		18) Sprungbrett	
		19) Starblock/Beckenrand	
		20) Fußwaschbecken	
		21) Sonstiges:	
		Insgesamt	

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
Andere Orte: <input type="radio"/> Dusche <input type="radio"/> Toiletten <input type="radio"/> Eingangshalle			
<input type="radio"/> Cafeteria <input type="radio"/> Umkleideraum <input type="radio"/> Tribüne			
<input type="radio"/> Sonstige:			
	Anzahl		Anzahl
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		10) Struktur unter der Rutschbahn	
2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		11) Treppe	
3) Kontakt mit einer Infrastruktur		12) Fliesen / Mauerwerk	
4) Kontakt mit einem anderen Badegast		13) Säule	
5) Unwohlsein		14) Bank	
6) Sonstiges:		15) Leiter/Handlauf	
		16) Türen	
		17) Rutschbahn	
		18) Sprungbrett	
		19) Starblock/Beckenrand	
		20) Fußwaschbecken	
		21) Sonstiges:	
		Insgesamt	

Art der Verletzungen		Anzahl
<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken		
<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache		
<input type="checkbox"/> Augenverletzungen		
<input type="checkbox"/> Vergiftung		
<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens		
<input type="checkbox"/> Knochenbruch		
<input type="checkbox"/> Stichwunde		
<input type="checkbox"/> Hautverletzungen		
<input type="checkbox"/> Brandwunde		
<input type="checkbox"/> Prellung		
<input type="checkbox"/> Sonstiges:		

Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen	
<input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation	<input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht
<input type="checkbox"/> Änderung der Infrastrukturen	<input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen
<input type="checkbox"/> Keine	<input type="checkbox"/> Sonstiges:

Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen Organisation, Vorbeugung,.. zu treffenden Maßnahmen

Datum:/...../.....

Unterschrift des Direktors

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden und für die kein Chlor oder aber nicht Chlor alleine als Desinfektionsmittel gebraucht wird, wenn deren Fläche höchstens 100 m² oder wenn deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27126]

13 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of meer of een diepte van 40 cm of minder, waarbij een ander ontsmettingsmiddel als het chloor of een ontsmettingsmiddel in combinatie met chloor gebruikt wordt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 51.777/2/V van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden naast de classificatie het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de zwembaden bedoeld in rubriek 92.61.01.01.01 alsook het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de zwembaden heeft gewijzigd;

Overwegende dat die wijziging voornamelijk betrekking had op de classificatie van de kleine zwembaden; dat het criterium betreffende de onderscheiding van de klassen het al dan niet gebruik van chloor als waterontsmettingsmiddel is; dat de zwembaden met een oppervlakte van 100 m² of minder of een diepte van 40 cm of minder die het chloor uitsluitend als waterontsmettingsmiddel gebruiken in klasse 3 worden ingedeeld en blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de zwembaden bedoeld in rubriek 92.61.01.01.01; dat de zwembaden met een oppervlakte van 100 m² of minder of een diepte gelijk aan 40 cm of minder die het chloor niet uitsluitend als waterontsmettingsmiddel gebruiken, daarentegen aan een milieuvergunning zijn onderworpen en het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de zwembaden moeten naleven;

Overwegende dat er evenwel uit de administratieve praktijk is gebleken dat het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de zwembaden niet aangepast was op de kleine zwembaden die het chloor niet als ontsmettingsmiddel gebruiken aangezien die regelgeving oorspronkelijk voor de grote zwembaden met een oppervlakte hoger dan 100 m² en een diepte hoger dan 40 cm was opgemaakt; dat die classificatie bovendien niet duidelijk voorzag in het criterium van een ontsmettingsproces in combinatie met het chloor; dat er dus voorgesteld wordt om de classificatie van de kleine zwembaden te herzien, waarbij de classificatiecriteria beter bepaald worden;

Overwegende dat de zwembaden met een oppervlakte van 100 m² of minder of een diepte van 40 cm of minder die het chloor uitsluitend als waterontsmettingsmiddel gebruiken, in rubriek 92.61.01.01.01 bedoeld zijn en in klasse 3 ingedeeld worden; dat de zwembaden met een oppervlakte van 100 m² of minder of een diepte gelijk aan 40 cm of minder die een ander ontsmettingsmiddel dan chloor of een ontsmettingsmiddel in combinatie met chloor gebruiken in klasse 2 worden ingedeeld; dat het immers opportuun is de procedure van de klasse 2 voor de kleine zwembaden die andere ontsmettingsmiddelen dan chloor gebruiken, te handhaven voor zover de alternatieve processen voor het chloor in het Waalse Gewest niet zeer gangbaar zijn; Het stelsel van de sectorale voorwaarden maakt het onderzoek per geval van de in de vergunningsaanvragen voorgestelde alternatieve systemen, wat des te meer het geval is daar ze voortdurend kunnen ontwikkelen en, in voorkomend geval, het voorschrijven van bijzondere voorwaarden mogelijk; dat die redenering ook voor de grote zwembaden die andere ontsmettingsmiddelen dan chloor gebruiken, geldt;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat, wat de huishoudelijke afvalwateren betreft, sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren; dat het koninklijk besluit naar analysemethoden die nu verboden zijn verwijst, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen;

Overwegende, tot slot, dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of minder of een diepte van 40 cm of minder, waarbij het chloor uitsluitend als ontsmettingsmiddel van het water gebruikt wordt; deze zwembaden zijn bedoeld in rubriek 92.61.01.01.02. van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Overdekte zwembaden met schuifdak worden gelijkgesteld met overdekte zwembaden.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° zwembad : kunstmatig bad voornamelijk ontworpen voor het zwemmen of voor elke andere therapeutische, recreatie- of sportactiviteit;

2° bestaand zwembad : zwembad dat behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. Het zwembad waarvoor een vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaand zwembad gelijkgesteld. De verbouwing of uitbreiding van een zwembad die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaand zwembad gelijkgesteld;

3° pierenbad : een ondiep zwembad voor kinderen;

4° aërosol : nevel van in de lucht verdeelde zeer fijne vloeistofdeeltjes;

5° risicogebruikspunt : elk voor het publiek toegankelijk gebruikspunt waar aërosolen van sanitair warmwater geproduceerd kunnen worden dat mogelijk besmet is met *Legionella pneumophila*, met name stortbaden, douchekoppen, bubbel- of massagebaden;

6° netwerk van sanitair warmwater : het netwerk omvat het geheel van de collectieve installaties voor de productie, opslag en distributie van sanitair warmwater dat bevoorrad wordt door één of meer gecentraliseerde systemen voor de productie van sanitair warmwater;

7° preventiemaatregelen : het gedeelte van de exploitatietechnieken die structurele en beheersmaatregelen impliceren ter beperking van het gevaar voor veteranenziekte;

8° geaccrediteerd laboratorium : laboratorium dat beschikt over een formele verklaring van de nationale accreditatie-instelling dat een conformiteitsbeoordelingsinstantie voldoet aan de eisen die zijn bepaald door geharmoniseerde normen en, indien van toepassing, aan aanvullende eisen, zoals die welke zijn opgenomen in de relevante sectorale regelingen, vereist om een specifieke conformiteitsbeoordelingsactiviteit te verrichten zoals bepaald bij de regelgeving betreffende de accreditatie van de conformiteitsbeoordelingsinstanties.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De vloer, de plafonds en de wanden van de lokalen van de inrichting zijn voorzien van een waterdichte, corrosievrije en vlot wasbare bekleding.

Alle interne uitrustingen en inrichtingen bestaan uit onbederfelijk, corrosievrij en vlot wasbaar materiaal zonder gevaar voor verwondingen.

De scherpe hoeken en uitstekende elementen zijn afgeschermd met een zachte bekleding tot op 2 m van de vloer.

De roosters voor de aan- en afvoer van water, lucht, enz. zijn zo ontworpen dat ze geen gevaar, zoals snijwond of zuiggevaar, inhouden voor de baders.

De cabines en de gemeenschappelijke kleedkamers bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, onbederfelijke, vlot wasbare bekleding zonder gevaar voor verwondingen.

In de cabines en in de gemeenschappelijke kleedkamers worden de zones « zonder schoenen » en « met schoenen » duidelijk gescheiden.

Art. 4. De inrichting is aangesloten op een drinkwaterdistributienet.

Als het water van de douches en wastafels geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden en laat de exploitant de kwaliteit van dat water controleren door een laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend voor wateranalyse krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 5. De inrichting beschikt over sanitaire installaties.

Art. 6. De roosters, deurmatten of gelijksoortige voorwerpen zijn verboden op het traject dat blootsvoets gevolgd wordt.

Art. 7. § 1. De wanden en de bodem van het zwembad bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, onbederfelijke, vlot wasbare bekleding zonder gevaar voor verwondingen.

Als het zwembad dieper is dan 1 meter, zijn de wanden ervan voorzien van een steunpunt voor handen of voeten.

§ 2. Het diepste punt van het zwembad is voorzien van een waterafvoer voor de lediging ervan.

Het water wordt via een helling van minstens 1 % naar die voorziening afgevoerd.

§ 3. Bij de wateraanvoer en -afvoer wordt stagnerend water in het zwembad zoveel mogelijk beperkt.

Art. 8. § 1. De waterdiepte in het zwembad wordt aangepast aan het gebruik van de springtorens, glijbanen en andere recreatieve uitrustingen.

§ 2. De ladder en het platform voor de toegang tot de glijbanen, springtorens en andere recreatieve uitrustingen beschikken over veiligheidsvoorzieningen ontworpen om elke val te voorkomen. Het oppervlak ervan is slipvrij en vlot wasbaar.

§ 3. De binnenbekleding van de glijbanen is continu glad om natuurlijk glijden toe te laten. Het glijden wordt niet met chemische producten bevorderd.

De plaats waar de gebruiker van een glijbaan van meer dan 2 meter hoog in het bad terecht komt is ontruimd binnen een straal van 2,5 m. Ze is afgebakend.

Art. 9. § 1. De kades van het zwembad worden aangelegd zodat ze een snelle en vlotte evacuatie van alle baders toelaten.

De kade gelegen bij de evacuatie heeft een minimale breedte van 1,5 m.

§ 2. De rechtstreekse toegang tussen de kades en de kleedkamers of de recreatiezones bevindt zich ter hoogte van het ondiepste gedeelte van het bad.

§ 3. Alle toegangen tot de kades van het zwembad beschikken hoe dan ook over een voetbad of -douche dat/die zo geïnstalleerd is dat de baders er verplicht langs moeten om de kades van het zwembad te bereiken.

De voetbaden en -douches worden van onsmettend water voorzien.

Het afvalwater van de voetbaden en -douches en van de douches wordt afgevoerd naar het interne afwateringsnet.

§ 4. De kades worden zo aangelegd dat het afvalwater niet in het zwembad terecht kan komen, noch in de voorzieningen voor de recyclage van het badwater.

Het afvalwater wordt afgevoerd naar de waterafvoerpunten die op het interne afwateringsnet aangesloten zijn. De waterafvoerpunten zijn voorzien van een filtratierooster.

§ 5. De vloeren van de kades van het zwembad bestaan uit tegen gebruikte chemicaliën bestand, vlot wasbaar materiaal dat geen gevaar voor verwondingen inhoudt.

Art. 10. § 1. Indien gebruik gemaakt wordt van chloor om het water te ontsmetten en van pompen voor de injectie van het desinfecterend agens en de pH-correctie, wordt de werking ervan onmiddellijk en automatisch onderbroken door het stilleggen van de pompen die voor de watercirculatie zorgen, of zodra het debiet onder 40 % van de normale waarde daalt. Als het chloor en de pH-correctie in dezelfde leiding geïnjecteerd worden, zijn de injectiepunten meer dan 2 m van elkaar verwijderd.

§ 2. Er wordt voorzien in vlot toegankelijke tapkranen met het oog op monsternemingen :

1° vóór de filtratie en de injectie van de reagentia;

2° na de filtratie en vóór elke andere installatie;

3° na de filtratie en de injectie van de reagentia, zo dicht mogelijk bij het punt waar het water in elk bad terechtkomt.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Werkingswijze

Art. 11. § 1. De lokalen van de inrichting, de voorzieningen en het materiaal worden in een perfecte staat van netheid en werking gehouden.

§ 2. De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement en geschreven procedures voor de werking in normale omstandigheden en in spoedgevallen. Ze voorzien in geschikte maatregelen om in alle omstandigheden de vlotte werking van de exploitatie in alle veiligheid te waarborgen

Het reglement wordt op zichtbare plaatsen aangeplakt langs het traject die de bezoekers verplicht moeten volgen.

Het huishoudelijk reglement en de procedures worden minstens één keer per jaar bijgewerkt.

Elk betrokken personeelslid ontvangt er een afschrift van, met ontvangstbewijs.

Art. 12. De douches beschikken hetzij over lauw, hezij over warm en koud water.

Art. 13. Als het vul- en suppletiewater van het zwembad geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden.

Om de conformiteit te waarborgen van de waterkwaliteit bedoeld in de bepalingen van artikel 21 wordt dagelijks voldoende vers water toegevoegd.

Het zwembadwater wordt behandeld in vier fasen, met name de voorfiltratie, de filtratie, de ontsmetting en de toevoer van vers water.

Het is verboden chemicaliën rechtstreeks in het zwembad te injecteren.

De exploitant zorgt ervoor dat de technische installaties van het zwembad regelmatig onderhouden worden.

Art. 14. Het zwembadwater wordt volledig gerecycleerd in maximum twee uur.

Het water van de pierbaden wordt volledig gerecycleerd in maximum 30 minuten.

Art. 15. Voor de open zwembaden wordt het zwembad geleidigd en gereinigd voor de opening van het seizoen.

Art. 16. § 1. De technische en opslaglokalen zijn vlot toegankelijk voor de levering van producten maar niet voor het publiek.

§ 2. De vaten met chemische producten, de opslaglokalen en de leidingen worden van een etiket voorzien of geïdentificeerd.

§ 3. De exploitant houdt een lijst bij waarop de volgende gegevens voorkomen :

1° de naam van de chemische producten die in de inrichting gebruikt worden, de geleverde hoeveelheden en de leveringsdata;

2° eventuele incidenten alsook de onderhouden, verificaties, storingen, herstellingen of ongevallen.

§ 4. De gezamenlijke installatie wordt dagelijks gecontroleerd door een bevoegd personeelslid van de inrichting dat door de exploitant aangewezen wordt.

Een door de exploitant aangewezen bevoegd personeelslid van de inrichting is aanwezig bij elke levering van gevaarlijke producten.

Art. 17. § 1. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in de daartoe bestemde lokalen.

§ 2. De losse producten die onder elkaar kunnen reageren, worden opgeslagen in afzonderlijke lokalen die uitsluitend voor de opslag van dergelijke producten dienen.

§ 3. Tussen de kuip van de vrachtwagen die de losse chemische producten levert en de ingang van de opslaginstallatie van de inrichting wordt een buis zonder tussenkoppeling gebruikt. Er wordt gebruik gemaakt van specifieke buizen met onverenigbare aansluitstukken.

Per gevaarlijk product wordt gebruik gemaakt van een buis met een aansluitstuk speciaal bestemd voor het type product en onverenigbaar met het aansluitstuk van andere producten.

§ 4. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in reservoirs van minstens 41 liter. De reservoirs zijn gesloten en worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 500 % van het reservoir dat het inhoudt. De reservoirs zijn voorzien van een duidelijk zichtbare niveauwijzer en van een ontgassingssysteem met "wasventilatieopening" om giftige uitdampingen te voorkomen. Alleen het bovenste gedeelte van de reservoirs is voorzien van een gat.

De tussenreservoirs, de zogenaamde "dagelijkse bakken", waar de gevaarlijke producten gedoseerd worden, mogen niet meer bevatten dan de hoeveelheid die nodig is voor twee dagen exploitatie.

De tussenreservoirs worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 110 % van het reservoir dat het inhoudt.

Art. 18. § 1. De gevaarlijke producten worden in flessen opgeslagen op een daartoe bestemde plaats.

§ 2. De vaten worden niet opgestapeld en worden opgeslagen in een retentiebak met een capaciteit van 50 % van het opgeslagen totaalvolume of in individuele retentiebakken met een capaciteit van 110 % van het opgeslagen volume van het vat.

De producten die onder elkaar kunnen reageren worden in afzonderlijke retentiebakken opgeslagen.

Art. 19. De ventilatie van de lokalen voor de opslag van gevaarlijke producten is naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

Afdeling 2. — Hygiëne en waterkwaliteit

Art. 20. De ontsmettingstechnieken en -methodes kunnen aan bijzondere voorwaarden onderworpen worden.

Het gebruik van vloeibaar gemaakt chloor onder druk is verboden.

Art. 21. § 1. Het water van elk zwembad is ontsmettend met uitzondering van de zwembaden voor individueel gebruik die na elk gebruik worden geledigd.

§ 2. Het water van het zwembad voldoet aan de kwaliteitsnormen bepaald in de volgende tabellen A, B en C :

Types	Methodes	Eenheden	Waarden	
			Richtwaarden	Grenswaarden
PH	Stroommeting			
Ondergrens			7,2	6,5
Bovengrens			7,4	8,3
Ureum : Bovengrens	Berthelot of diacetylmoxime	mg/l		2
Oxideerbaarheid in verwarmde oplossing en in zuur milieu (KmnO ₄) : bovengrens (O ₂)	Titrimetrie met kaliumpermanganaat	mg/l		5

Types	Methodes	Eenheden	Toelaatbare maximumwaarden
Totaal aantal kolonien bij 37 °C en na 48 uur incubatietijd	Telling na gelincorporatie	Aantal/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0
Stafylokokken coagulase positief	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0
Faecale streptokokken	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0

Types	Waarden	
	Richtwaarden	Grenswaarden
Helderheid		Bodem zichtbaar (*)

Tabel C : FYSISCHЕ PARAMETERS		
Types	Waarden	
	Richtwaarden	Grenswaarden
Zichtbare verontreiniging	Geen	
Kleur	Geen	

(*) Op het diepste punt van het zwembad wordt een donker herkenningsteken van 30 cm aangebracht.

§ 3. De overschrijding van de grenswaarden vermeld in tabel C of de niet-naleving van de bijzondere voorwaarden die de bevoegde overheid op grond van artikel 20 kan uitvaardigen, legt de sluiting van het bad op als geen oplossing wordt gevonden binnen een half uur.

Afdeling 3. — Voorkoming van bacteriën « Legionella pneumophila » in de sanitaire installaties

Art. 22. De exploitant werkt een beheersplan uit voor elke voorziening van sanitair warmwater, inclusief de bevoorradings van alle andere installaties als hun net van sanitair warmwater gemeenschappelijk is met dat van het zwembad.

Art. 23. Het beheersplan bevat o.a. :

- 1° de identificatiegegevens en de personalia van de exploitant;
- 2° een algemeen schema en een technische beschrijving van de netwerken voor warm en koud water, inclusief de risicogebruikspunten en de tappunten;
- 3° een evaluatie van de aanwezigheid van *Legionella pneumophila* in het sanitair warmwater met het oog op de identificatie van de risico's van een bovenmatige besmetting en de vorming van aerosolen, met name op het vlak van de bouwtechniek, de wijze van distributie van het warmwater en de gebruikte materialen;
- 4° preventiemaatregelen betreffende het circuit van sanitair warmwater en, desgevallend, op grond van bovenbedoelde risicoanalyse, het koudwatercircuit.

Bij elke wijziging van het warmwatercircuit of bij elke tussenkomst die het risico kan beïnvloeden, wordt het beheersplan opnieuw onderzocht en eventueel gewijzigd.

Het beheersplan ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 24. De preventiemaatregelen worden genomen op basis van, o.a., temperatuurmetingen en campagnes voor de analyse van de *Legionella pneumophila* in elk sanitair warmwaternet en, desgevallend, op grond van de risicoanalyse bedoeld in artikel 23, het koudwatercircuit.

De exploitant neemt regelmatig preventiemaatregelen, ook al wordt geen *Legionella pneumophila* gevonden binnen de inrichting.

Art. 25. De exploitant laat door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de monsterneming en de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren tweemaal per jaar met een tussentijd van zes maanden watermonsters nemen om de bacterie *Legionella pneumophila* in zijn installaties van sanitair water op te sporen. De monsternemingspunten worden bepaald volgens een monsternemingsstrategie die rekening houdt met het aantal risicogebruikspunten. Voor de monsterneming wordt voorrang gegeven aan de watertappunten die het minst gebruikt worden en het meest verwijderd zijn van de productie van sanitair warmwater.

Bovendien wordt een campagne inzake monsterneming en opsporing van *Legionella pneumophila* gevoerd vooraleer het zwembad voor het publiek geopend wordt als het niet meer dan een maand in bedrijf geweest is.

De monsters worden gecontroleerd door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de monsterneming of de opsporing van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren.

Er worden twee reeksen monsternemingen uitgevoerd : de eerste reeks zonder voorafgaande waterafvoer en de tweede na een waterafvoer van 2 tot 3 minuten om toe te zien op de graad van besmetting van het netwerk.

Art. 26. De inventarisatie van *Legionella pneumophila* in het water van de risicogebruikspunten is lager dan het waakzaamheidsniveau bedoeld in onderstaande tabel D :

Tabel D : KWALITEIT VAN HET WATER VAN DE RISICOGEBRUIKSPUNTEN					
Parameter	Methode	Eenheid	Waakzaamheidsniveau	Interventieniveau	Sluitingsniveau
<i>Legionella pneumophila</i>	Rechtstreekse inzaaiing en na concentratie per filtratie; zure en thermische behandeling	Aantal UFC/l	1000	5000	10 000

Art. 27. De exploitant werkt een interventieplan uit waarin de in geval van overschrijding van het waakzaamheidsniveau te voeren verbeteringsacties opgenomen zijn.

Het interventieplan bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de datum van bijwerking van de gegevens van het interventieplan;
- 2° de identiteit en de personalia van de auteur van het interventieplan en van die van het beheersplan, met het oog op een snelle contactopname;
- 3° de personalia van de technicus die bevoegd is om in te grijpen in geval van besmetting van de installaties;
- 4° de maatregelen tot informatieverstrekking aan het technisch personeel, de bevolking en het verzorgend personeel, in voorkomend geval;
- 5° de schema's van de watercircuits met de plaats van de kranen waarmee de met de bacterie besmette circuits geïsoleerd kunnen worden;

6° de uit te voeren handelingen, zoals ketelsteenverwijderingen, ontluchtingen, de regeling van de temperaturen, fysische of chemische shockbehandelingen, naar gelang van de graad van besmetting van het net;

7° de controlemaatregelen ter beoordeling van de doelmatigheid van de maatregelen genomen om de besmetting in bedwang te houden.

Het interventieplan ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 28. § 1^{er}. Als de geïnventariseerde hoeveelheid *Legionella pneumophila* gelijk is aan of groter is dan het waakzaamheidsniveau en kleiner dan het interventieniveau, neemt de exploitant de verbeteringsmaatregelen waarin het interventieplan voorziet tot een resultaat onder 1 000 UFC/l bereikt wordt en herziet hij het beheersplan, de tenuitvoerlegging ervan en het sanitair warmwaternet.

§ 2. Als de geïnventariseerde hoeveelheid *Legionella pneumophila* gelijk is aan of groter is dan het interventieniveau en kleiner dan het sluitingsniveau, neemt de exploitant de verbeteringsmaatregelen waarin het interventieplan voorziet tot een resultaat onder het waakzaamheidsniveau van *Legionella pneumophila* bereikt wordt en herziet hij het beheersplan.

Binnen tien dagen na de toepassing van de maatregelen waarin het interventieplan voorziet, laat de exploitant een nieuwe monsterneming en een nieuwe analyse uitvoeren om zich te vergewissen van de doelmatigheid van de genomen maatregelen.

Als de geïnventariseerde hoeveelheid nog steeds gelijk is aan of groter is dan het interventieniveau, laat de exploitant het zwembad en het sanitair warmwaternet onmiddellijk sluiten en verwittigt hij ogenblikkelijk per fax of e-mail de toezichthoudend ambtenaar alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad en het sanitair warmwaternet mogen opnieuw geopend worden wanneer een terugkeer tot een waarde onder het waakzaamheidsniveau bevestigd wordt na een monsterneming en een nieuwe analyse door een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de monsterneming en de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren.

De exploitant deelt de heropeningsdatum van de inrichting, per fax of per e-mail, onverwijld mee aan de toezichthoudend ambtenaar.

§ 3. In geval van inventarisatie gelijk aan of hoger dan het sluitingsniveau neemt de exploitant de volgende maatregelen :

1° hij sluit onmiddellijk het zwembad alsook het sanitair warmwaternet;

2° hij verwittigt ogenblikkelijk per fax of e-mail de toezichthoudend ambtenaar alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is;

3° hij voert de acties uit waarin het interventieplan voorziet;

4° hij laat 3 dagen na de tenuitvoerlegging van de acties waarin het interventieplan voorziet monsters nemen en een analyse uitvoeren door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila*;

5° Het zwembad en het sanitair warmwaternet mogen opnieuw geopend worden wanneer een terugkeer tot een waarde onder het waakzaamheidsniveau bevestigd wordt na een monsterneming en een nieuwe analyse door een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de monsterneming en de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren.

De exploitant geeft de toezichthoudend ambtenaar onmiddellijk kennis per fax of e-mail van de datum van heropening van de inrichting;

6° hij vergewist zich ervan dat een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren een monsterneming en een nieuwe analyse uitvoeren binnen tien dagen na de heropening van het zwembad en van het sanitair warmwaternet. Hij stuurt het resultaat onmiddellijk per fax of e-mail aan de toezichthoudend ambtenaar alsook aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Afdeling 4. — Bepalingen van toepassing op de overdekte zwembaden

Art. 29. De systemen voor de circulatie en de afvoer van lucht, damp en rook worden zo aangelegd dat ze niet hinderlijk zijn voor het publiek en de burens.

Art. 30. De verse lucht voor de ventilatie van de inrichting wordt van buiten aangevoerd, ver genoeg van elke andere vervuilsbrons.

Art. 31. Het percentage van de relatieve luchtvochtigheid wordt onder 65 % gehouden. Om dat percentage te controleren, beschikt de exploitant in de zwembadhal over een vlot werkende vochtmeter die op 1,5 à 2 meter van de bodem geplaatst wordt.

Art. 32. De zwembadhal beschikt over een vlot werkende thermometer.

Tijdens de openingsuren is de luchttemperatuur er minstens 2° C hoger dan de watertemperatuur in het grootste bad.

Art. 33. § 1. Indien gebruik gemaakt wordt van chloor om het water te ontsmetten, zorgt de exploitant ervoor dat de controle van het percentage van trichloramine in de lucht van de hal van de zwembaden die zelfs gedeeltelijk met chloor zijn ontsmet, wordt uitgevoerd door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de verontreiniging, één keer per jaar tussen 1 september en 30 april, op een tijdstip dat representatief is voor het zwembadbezoek en op kosten van de exploitant.

De exploitant vergewist zich ervan dat de monsterneming van de lucht uitgevoerd door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de verontreiniging, wordt verricht op het diepste punt, aan de rand van het zwembad en op een hoogte van 1,5 meter boven de bodem.

De plaats van het oppompen (monsterneming) van de lucht is zo ver mogelijk gelegen van elke uitrusting of structuur die een normale luchtcirculatie verhinderen en van de roosters voor de aan- en afvoer van lucht in de hal.

De monsterneming duurt tussen anderhalf uur en twee uren met een zuigdebiet van 1 liter per minuut. De pomp blijft, tijdens de duur van de monsterneming, onder het toezicht van het personeel van het analyselaboratorium.

De exploitant zorgt ervoor dat het rapport overgemaakt door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en ondezoeken in het kader van de bestrijding van de verontreiniging, de datum, het uur en de duur van de monsterneming vermeld, alsook de plaats van de monsterneming en het percentage van het zwembadbezoek op het tijdstip van de monsterneming.

§ 2. De lucht van het zwembad moet aan de volgende kwaliteitsnormen voldoen :

Tabel E : LUCHTKWALITEIT				
Parameter	Methode	Eenheid	Interventiewaarde	Grenswaarden
Trichloramine	Dosering van de chloriden na verlaging van de chloorverbindingen met arseentrioxide	mg/m ³	0,5	1

De exploitant beschikt over een interventieplan dat wordt uitgevoerd in geval van overschrijding van de interventiewaarde voor de trichloramine (0,5 mg/m³).

In geval van overschrijding van de interventiewaarde voor de trichloramine voert de exploitant het interventieplan uit.

Een nieuwe analyse van de luchtkwaliteit wordt uitgevoerd binnen dertig dagen na de analyse die een overschrijding van de interventiewaarde heeft aangegeven.

Indien de nieuwe resultaten hoger liggen dan de interventiewaarde wordt de inrichting gesloten tot het percentage trichloramine opnieuw lager ligt dan de interventiewaarde. De exploitant verwittigt de toezichthoudend ambtenaar per fax of per e-mail alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad kan opnieuw worden geopend wanneer een rapport opgesteld door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en ondezoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, bevestigt dat het percentage trichloramine lager is dan de interventiewaarde.

De exploitant deelt de heropeningsdatum van de inrichting, per fax of per e-mail, onverwijld mee aan de toezichthoudend ambtenaar.

De overschrijding van de grenswaarde met 1 mg/m³ heeft de onmiddellijke sluiting van het zwembad tot gevolg.

De exploitant verwittigt de toezichthoudend ambtenaar per fax of per e-mail alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad kan opnieuw worden geopend wanneer een rapport opgesteld door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en ondezoeken in het kader van de bestrijding van de verontreiniging, bevestigt dat het percentage trichloramine lager is dan de interventiewaarde.

De exploitant deelt de heropeningsdatum van de inrichting, per fax of per e-mail, onverwijld mee aan de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 34. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de omstandigheden, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 35. Het zwembad is vlot toegankelijk voor de externe hulpdiensten en ontworpen zodat een persoon op een berie makkelijk en snel afgevoerd kan worden.

Art. 36. De voor het publiek toegankelijke lokalen zijn, net zoals de ontruimingscircuits, de technische lokalen en de toegangswegen ertoe, voorzien van een noodverlichting.

Art. 37. § 1. Doorzichtige deuren en wanden worden zichtbaar gemaakt en er worden maatregelen getroffen om verwondingen bij de bezoekers te voorkomen in geval van glasschade.

§ 2. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, zijn toegankelijk voor de personen die zich in de lokalen van de inrichting bevinden.

§ 3. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven. De pictogrammen zijn duidelijk zichtbaar. Ze worden met normale verlichting en noodverlichting verlicht.

De deuren gaan open in de richting van de uitgang.

Art. 38. § 1. Minstens één veiligheidsverantwoordelijke oefent rechtstreeks en voortdurend toezicht uit op de baders.

In een zwembad waarvan de maximale waterhoogte 1,4 meter overschrijdt, zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het hoger reddersbrevet uitgereikt of gehomologeerd door de bevoegde administratieve overheid krachtens de wetgeving tot organisatie van de sport in het Franstalige taalgebied en het Duitstalige taalgebied of van elke gelijkwaardige kwalificatie erkend in laatstgenoemd taalgebied.

In een zwembad met een waterhoogte van 1,4 meter of minder zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het basisreddersbrevet uitgereikt of gehomologeerd door de bevoegde administratieve overheid krachtens de wetgeving tot organisatie van de sport in het Franstalige taalgebied en het Duitstalige taalgebied of van elke gelijkwaardige kwalificatie erkend in laatstgenoemd taalgebied.

§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is niet van toepassing op :

1° zwembaden van toeristische inrichtingen, zoals hotels, landelijke verblijven, campings, gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is;

2° therapeutische baden.

§ 3. De redders die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid van de baders volgen bovendien minstens één keer per jaar een verplichte opleiding inzake eerste hulp-, reanimatie- en reddingstechnieken.

De modaliteiten voor die opleiding zijn goedgekeurd door de bevoegde administratieve overheid bedoeld in § 1, tweede en derde lid.

Een afschrift van het brevet of van het getuigschrift wordt op de exploitatiezetel bewaard en ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 39. In de zwembaden wordt hoogstens één bader per 2 m² wateroppervlakte toegelaten.

Voor zwembaden voorbehouden aan zwemlessen en sportoefeningen wordt aanbevolen één bader per 3 m² wateroppervlakte toe te laten.

Art. 40. De waterdiepte en de plaatsen waar duiken verboden is, worden duidelijk aangegeven overal waar de veiligheid in het gedrang kan komen.

Elk plots diepteververschil wordt duidelijk aangegeven.

Art. 41. De inrichting beschikt over minstens één telefoontoestel met een directe buitenlijn die altijd vlot bereikbaar is.

Art. 42. § 1. De inrichting bevat een lokaal voor de toediening van de eerste zorgen of een kast met materiaal voor eerste hulp en reanimatie, in onberispelijke staat van onderhoud en vlot toegankelijk.

§ 2. Het verzorgingsmateriaal bestaat minstens uit de inhoud vermeld in bijlage I.

§ 3. Het reanimatiemateriaal bestaat uit een toestel voor zuurstofbehandeling, als volgt :

1° een zuurstofmasker voor volwassenen;

2° een zuurstofmasker voor kinderen;

3° een autostatische samendrukbare beadeballon met patiëntenklep en verliesklep;

4° een zuurstoffles voor medisch gebruik voorzien van een gasdrukregelaar en een debietmeter die op de ballong is aangesloten. De fles wordt onderworpen aan een druktest die uitgevoerd wordt door een externe dienst voor technische controles erkend overeenkomstig de reglementering betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaatsen.

§ 4. Paragraaf 3 van dit artikel is niet van toepassing op zwembaden met een maximale waterhoogte kleiner dan of gelijk aan 1,4 meter, op de zwembaden van toeristische inrichtingen, zoals hotels, landelijke verblijven, campings, gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is en op de therapeutische baden.

Art. 43. § 1. De toezichthoudend ambtenaar wordt binnen 48 uur in kennis gebracht van elk lichamelijk ongeval met de dood of een ziekenhuisopname als gevolg en van elk technisch incident met de ontruiming of sluiting van de inrichting als gevolg.

§ 2. Elk noemenswaardig lichamelijk ongeval wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 2 opgenomen is.

§ 3. Elk technisch incident met de ontruiming of sluiting van het zwembad als gevolg wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 3 opgenomen is.

§ 4. De exploitant bezorgt de toezichthoudend ambtenaar jaarlijks vóór 1 april een lijst van de in artikel § 2 bedoelde ongevallen die zich in de loop van het vorige jaar voorgedaan hebben.

De lijst wordt opgesteld aan de hand van het formulier opgenomen in bijlage 4.

HOOFDSTUK V. — *Waterlozing*

Art. 44. § 1. Het afvalwater uit de backwash en de spoeling van de filters, het spoelwater en het water van de lediging van de zwembaden worden gelijkgesteld met industrieel afvalwater.

§ 2. De inrichtingen beschikken over een afwateringsnet waarmee het industriële afvalwater, het huishoudelijke afvalwater en het regenwater afzonderlijk beheerd kunnen worden.

§ 3. De zwembaden worden mechanisch, met een borstel of met een hogedrukspuit gereinigd.

Wanneer blijkt dat chemische producten, bijv. bleekwater of een ketelsteenoplosmiddel, gebruikt moeten worden, dient de door de leverancier voorgeschreven dosering in acht te worden genomen.

§ 4. Als de zwembaden via het openbaar afwateringsnet geleidigd worden, neemt de exploitant vooraf contact op met de bevoegde saneringsinstelling. De exploitant houdt rekening met de lozingsperiode en met het maximale lozingsdebiet naar gelang van de capaciteit van het net en de zuiveringsinstellingen die eventueel bepaald worden door de bevoegde saneringsinstellingen.

Als de wateren van de zwembaden afgevoerd worden naar gewoon oppervlaktewater, een kunstmatige regenwaterafvoer of een grondinfiltratiesysteem, meet de exploitant vooraf, in voorkomend geval, hun actief chloorgehalte om zich ervan te vergewissen dat het voldoet aan de hiernavermelde lozingsvoorwaarden. In voorkomend geval vloeit het afgevoerde water langs een dechlorerinstallatie alvorens geloosd te worden. Die installatie wordt regelmatig onderhouden om te voldoen aan de hiernavermelde lozingsvoorwaarden.

§ 5. Een schema van alle netten en een plan van de rioleringen worden door de exploitant opgemaakt, regelmatig bijgewerkt, met name na elke noemenswaardige wijziging, en gedateerd. Het plan van de netten voor de inzameling van effluënten vermeldt o.a. de sectoren waar is ingezameld, de aansluitingspunten, de kijkgaten, de rioleringen, de postes de relevage, de meetposten, de handbediende en automatische afsluiters.

§ 6. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater, in een kunstmatige afwateringsweg voor regenwater of een grondinfiltratiesysteem wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30°;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg/l;
- 4° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg/l;
- 5° voor zwembaden die chloor gebruiken, is het actief chloorgehalte niet hoger dan 0,05 mg/l;

6° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot 141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Industrieel afvalwater mag in geen geval vloeien langs eventuele voorzieningen voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater.

§ 7. Industrieel afvalwater dat in een openbare riolering wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9,5 of niet lager dan 6;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45°;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg/l;
- 4° vanwege hun structuur mogen ze de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden;
- 5° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;

6° het geloosde water mag geen stoffen bevatten die gevaar inhouden voor het personeel dat de rioleringen en zuiveringsinstallaties onderhoudt, de leidingen kunnen beschadigen of verstopping, de goede werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties kunnen belemmeren;

7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

8° het is verboden mechanisch vermaalde vaste stoffen te storten of water te lozen dat zulke stoffen bevat;

9° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Industrieel afvalwater mag in geen geval vloeien langs eventuele voorzieningen voor de voorbehandeling van huishoudelijk afvalwater.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 45. § 1. De exploitant houdt een dossier met lijsten bij waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de resultaten van de door hem gevoerde dagelijkse analyses bedoeld in artikel 47, § 1;
- 2° de resultaten van de door het laboratorium gevoerde dagelijkse analyses bedoeld in artikel 47;
- 3° voor de zwembaden die over de in artikel 10 bedoelde pompen beschikken, de aangeplakte waarden van de pH;
- 4° de data van de spoeling van de filters en van de vervanging van filtreermateriaal;
- 5° het dagelijkse bezoek van het zwembad;
- 6° elke stoornis of technisch incident;
- 7° elk lichamenlijk ongeval van het publiek dat verplicht op schrift wordt gesteld d.m.v. het in bijlage 2 bedoelde formulier;
- 8° elk technisch incident dat verplicht op schrift wordt gesteld d.m.v. het in bijlage 3 bedoelde formulier;
- 9° de maandelijkse opmeting van de watermeters;
- 10° de bemerkingen i.v.m. de technische controles op de installatie, met inbegrip van de ijking van de controle- en meettoestellen;

11° de namen van de verantwoordelijken voor de opslag en de inontvangstname van de gevaarlijke en de chemische producten alsook van hun plaatsvervangers;

12° de namen van de verantwoordelijke personen voor de dagelijkse controle op de installaties.

§ 2. Het in § 1 bedoelde dossier ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar en wordt tijdens 5 jaar bewaard.

Art. 46. De exploitant legt de controlerapporten betreffende de elektrische hoogspannings- en laagspanningsinstallaties ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 47. § 1. De doorzichtigheid en de temperatuur van het zwembadwater alsook de pH worden minstens dagelijks door de exploitant gecontroleerd aan de hand van een monster van het zwembadwater genomen, altijd op dezelfde plaats vlakbij de kade, 30 centimeter vanaf de oppervlakte en zo verwijderd mogelijk van de toevoer van het behandelde water in het zwembad.

§ 2. De exploitant laat de waterkwaliteit van de zwembaden minstens maandelijks controleren door een laboratorium geaccrediteerd en/of erkend in het Waalse Gewest voor wateranalyse. Dit laboratorium controleert de chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in artikel 21.

§ 3. De exploitant of zijn aangestelde zorgt ervoor dat de voor analyse bestemde watermonsters minstens twee uren na de opening van het zwembad genomen worden, altijd op dezelfde plaatsen vlakbij de kade, 30 centimeter vanaf de oppervlakte en zo verwijderd mogelijk van de toevoer van het behandelde water in het zwembad.

De monsters worden door het laboratorium genomen.

Het uur van de monsterneming en het aantal baders worden opgegeven.

Het ontsmettingsmiddel wordt correct geneutraliseerd in het monster dat voor de microbiologische analyse bestemd is.

De pH wordt bij de monsterneming door het laboratorium gemeten.

§ 4. De exploitant zorgt ervoor dat de resultaten van de bacteriologische analyses hem meegedeeld worden binnen een termijn van tien dagen, te rekenen van de dag na de monsterneming, en dat de analyses binnen 24 uren na de monsterneming uitgevoerd worden.

§ 5. Als een bacteriologisch resultaat niet conform is, wordt onmiddellijk een nieuwe analyse gevoerd, waarschuwt de exploitant onmiddellijk de toezichthoudend ambtenaar en geeft hij hem kennis van de genomen maatregelen.

Als de resultaten van die nieuwe analyse ook niet conform zijn, wordt het zwembad gesloten tot de toestand genormaliseerd is. De toezichthoudend ambtenaar wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van de sluiting van de inrichting.

Er wordt een overschrijding toegestaan van de maximale waarden toegelaten in 10 % van de monsters die in de loop van de vorige 10 maanden geanalyseerd werden.

§ 6. Een afschrift van de analyseresultaten ligt ter inzage van de klanten en van de toezichthoudend ambtenaar.

§ 7. De resultaten van de wateranalyses die zijn verricht door het geaccrediteerde en/of erkende laboratorium worden aangeplakt op een plek waar de baders langs moeten, met name bij de kas of aan de ingang van de kleedkamers.

De analyseresultaten dateren van minder dan 40 dagen.

§ 8. De toezichthoudend ambtenaar kan altijd bijkomende analyses voor rekening van de exploitant eisen.

§ 9. Het geloosde water wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;

2° op verzoek of op initiatief van de toezichthoudend ambtenaar het nemen van monsters mogelijk maken;

3° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

4° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties inzake waterkwantiteit en -kwaliteit biedt.

Art. 48. Voor de open zwembaden laat de exploitant vóór de opening van het seizoen een volledige analyse van het zwembadwater uitvoeren volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 47.

De exploitant geeft de toezichthoudende ambtenaar schriftelijk kennis van de openingsdatum van het seizoen. Hij stuurt hem tegelijkertijd een afschrift van de resultaten van de analyse van het zwembadwater.

Het zwembad wordt slechts geopend als de resultaten conform zijn.

Art. 49. De exploitant houdt een register met de uitgevoerde preventieve en verbeteringsmaatregelen waarin voorzien wordt in het beheersplan en het interventieplan bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk III.

Het register ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 50. De exploitant houdt een register bij waarin de uitvoering van de preventieve en verbeteringsmaatregelen bepaald bij het interventieplan bedoeld in artikel 33, § 2, wordt opgenomen.

Het register ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 51. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van 18 juni 2009, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een zwembad bedoeld in rubriek 92.61.01.01.02 of in rubriek 91.61.01.02 wanneer een ander ontsmettingsmiddel dan chloor of een ontsmettingsmiddel in combinatie met chloor wordt gebruikt, van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXV. »

Art. 52. Artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 18 juni 2009 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de aanvraag om globale vergunning betrekking heeft op een zwembad bedoeld in rubriek 90.61.01.01.02 of in rubriek 91.61.01.02 wanneer een ander ontsmettingsmiddel dan chloor of een ontsmettingsmiddel in combinatie met chloor wordt gebruikt, van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXV. »

Art. 53. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXIV, luidend als volgt :

« BIJLAGE XXV

Gegevens over de zwembaden

1° een omschrijving van geplande ontsmettingssysteem;

2° de handelsnaam, de samenstelling, de beschrijving van het (de) actieve principe(s) van elk gepland ontsmettingsmiddel;

3° een technische fiche over elk bestanddeel;

4° een flow sheet van het ontsmettingsmiddel, waarbij de plaats van de pompen, injectoren, afsluiters in voorkomend geval wordt bepaald;

5° de parameters van de controle op het geplande ontsmettingssysteem;

6° een omschrijving van de maatregelen getroffen om elk ongevalrisico te voorkomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. »

Art. 54. De rubrieken 92.61.01.01.01 en 92.61.01.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten worden vervangen als volgt :

Nummer – Installatie of activiteit	klasse	EIE	Te raadplegen organen	DEELFACTOREN		
				ZH	ZHR	ZI
92.61.01.01.01 die chloor uitsluitend als waterontsmettingsmiddel gebruiken	3					
92.61.01.01.02 die een ander ontsmettingsmiddel dan chloor of een ontsmettingsmiddel in combinatie met chloor gebruiken	2					

HOOFDSTUK VIII. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 55. Voor de artikelen 51 tot 53 worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 56. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit

Art. 57. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het vorige lid :

1, zijn artikel 3, eerste en zesde lid, artikel 4, eerste lid, artikel 7, §§ 1 en 2, artikel 9, §§ 1, 2, 4, eerste lid, artikel 16, § 1, § 4, eerste lid en 44, § 2, § 6, laatste lid, en § 7, laatste lid, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° zijn artikel 14, tweede lid, hoofdstuk V, en artikel 47, § 9, van toepassing op de bestaande inrichtingen uiterlijk vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 58. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1

<u>Minimale inhoud verzorgingsmaterieel</u>	
Benaming	Hoeveelheid
Handboek eerste hulp in afwachting hulp	1
Verbandschaar (gebogen schaar, met een ronde en een platte punt)	1
Ontsmettingsmiddelen: Antisepticum op basis van chloorhexidine ontsmetting van de wonden Hydroalcoholische oplossing ontsmetting van de handen	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheden
Driehoekig verband	2
Zwachtel van elastisch gezoomd gaas: - 5cm - 7cm	1 1
Individueel verpakt drukverband: Gaaszwachtel van 5 cm x 2m met verbandplakje van 10 cm x 7 cm Gaaszwachtel van 5 cm x 2m met verbandplakje van 10 cm x 7 cm	1 1
Scherpe splinterpincet van roestvrij staal van het type korentang	1
Veiligheidsspelden	1 pak
Aluminium isolatiedeken	1
Handschoenen voor éénmalig gebruik, bij voorkeur in vinyl	5 paar
Reanimatiemasker	1
Of folie met filter voor bescherming bij mond-op-mondbeademing (ter vervanging van de reanimatiecanule)	2
Steriele kompressen van 5cm x5cm of 7,5cm x 7,5cm of 10cm x 10cm	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheden
Rolletje hypoallergisch kleefpleister 2,5 cm	1
Individueel voorverpakte zelfklevende verbanden van verschillende afmetingen	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheden
Zakje instant ijs	1
Alcohol 70% : Ontsmetting van het materiaal	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheden
Inventaris	1
Lijst met nuttige telefoonnummers (binnen en buiten het bedrijf)	1

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of minder en een diepte van m² cm of minder, waarbij het chloor uitsluitend als ontsmettingsmiddel van het water gebruikt wordt.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 2

FORMULIER A

Naam van het zwembad:
Straat :
Postcode :
Plaats :
Telefoon:
Fax :
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

FORMULIER ONGEVAL IN EEN ZWEMBAD**- Lichamelijk ongeval -**

Datum:/...../.....	Uur:	*plaats:
<u>Slachtoffer:</u>		
Naam :	Voornaam:	
Adres:		Tel.: :/.....
Leeftijd:	Geslacht: <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> V	
Individueel:	Groep:	
<u>Begeleider:</u>	Naam :	Voornaam:
Soort ongeval	Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> <u>In het water:</u> <input type="checkbox"/> Verdrinking (al dan niet gunstige afloop) <input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur	<input type="checkbox"/> Trap onder water <input type="checkbox"/> Tegels <input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel <input type="checkbox"/> Gang of koord <input type="checkbox"/> Rooster <input type="checkbox"/> Drijvende structuur <input type="checkbox"/> Glijbaan <input type="checkbox"/> Springtoren <input type="checkbox"/> Startblok/rand <input type="checkbox"/> Overige :	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker <input type="checkbox"/> Flauwte <input type="checkbox"/> Hydrocutie <input type="checkbox"/> Overige :		

Soort ongeval		Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> <u>Buiten het water (maar in zwembadhal)</u>			
<input type="checkbox"/> Uitglijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Structuur onder glijbaan	
<input type="checkbox"/> Uitglijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Kolom	
<input type="checkbox"/> Flauwte		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Overige :		<input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel	
		<input type="checkbox"/> Deuren	
		<input type="checkbox"/> Glijbaan	
		<input type="checkbox"/> Springtoren	
		<input type="checkbox"/> Startblok/rand	
		<input type="checkbox"/> Voetbad	
		<input type="checkbox"/> Overige :	
<input type="checkbox"/> <u>Andere plaats</u>	<input type="checkbox"/> Douche	<input type="checkbox"/> Wc's	<input type="checkbox"/> Ingangshal
	<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Kleedkamers	<input type="checkbox"/> Tribune
	<input type="checkbox"/> Overige :		
<input type="checkbox"/> Uitglijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Uitglijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Deur	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Kast	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Cabine	
<input type="checkbox"/> Flauwte		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisch apparaat		<input type="checkbox"/> Overige :	

Soorten letsels	<input type="checkbox"/> Overlijden door verdrinking	<input type="checkbox"/> Begin van verdrinking	<input type="checkbox"/> Brandwond
	<input type="checkbox"/> Overlijden door andere oorzaak	<input type="checkbox"/> Breuk	<input type="checkbox"/> Kneuzing
	<input type="checkbox"/> Oogletsel	<input type="checkbox"/> Prik	<input type="checkbox"/> Overige :
	<input type="checkbox"/> Vergiftiging	<input type="checkbox"/> Huidletsel	

<u>Tussenkomen</u>	intern	<input type="checkbox"/> Pulmonaire reanimatie
		<input type="checkbox"/> Cardiopulmonaire reanimatie
	van een externe dienst	<input type="checkbox"/> 112
		<input type="checkbox"/> Dokter van wacht
		<input type="checkbox"/> Andere medische dienst
	einde	<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer via 112 dienst
		<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer op eigen kracht
		<input type="checkbox"/> Overige:

Naam : **Functie :** **Datum:**/...../..... **Handtekening**

Deel in te vullen door de Directeur**Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen**

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie | <input type="checkbox"/> Versterkt toezicht |
| <input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging | <input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies |
| <input type="checkbox"/> Geen | <input type="checkbox"/> Overige : |

Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de te nemen maatregelen inzake organisatie, preventie, ...

Naam : **Datum:**/...../..... **Handtekening**

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of minder en een diepte van m² cm of minder, waarbij het chloor uitsluitend als ontsmettingsmiddel van het water gebruikt wordt.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 3**FORMULIER B**

Naam van het zwembad:
Straat :
Postcode :
Plaats :
Telefoon:
Fax :
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

TECHNISCH INCIDENT MET DE ONTRUIMING OF DE SLUITING VAN DE INRICHTING ALS GEVOLG

.

SLUITING VAN DE INRICHTING**Datum en uur van het incident:****Precieze plaats:****Oorzaak (zie details hierna) :****Datum en handtekening van de Directeur**

Kenmerken van het zwembad

	afmeting	volume
Groot bad		
Klein bad		

Andere baden:

.....

Ontsmetting van het water	<input type="checkbox"/> O NaClO	<input type="checkbox"/> Cl ₂	<input type="checkbox"/> Ag / Cu	<input type="checkbox"/> Ozon
	<input type="checkbox"/> O Andere (te beschrijven):			
Filtratie	<input type="checkbox"/> Zand	<input type="checkbox"/> Diatomee	<input type="checkbox"/> Overige:	
Energie	<input type="checkbox"/> Gas	<input type="checkbox"/> Stookolie	<input type="checkbox"/> Overige:	

Zwembad gebouwd in ;

OORZAAK (OORZAKEN) VAN DE SLUITING

A - WATER

Kenmerken bij de sluiting

= pH =
 Temperatuur = °c
 Ontsmettingsmiddelen: mg/l

Kwaliteit

- fysische kwaliteit helderheid geur
 chemische kwaliteit : Ontsmettingsmiddelen: PH ureum
 bacteriologische kwaliteit : totaal aantal kiemen Chloriden
 streptokok stafylokok
 pseudomonas
 Temperatuur onderbreking watervoorziening
 Overige: :
 verwarming

Aanwezigheid van Legionella pneumophila

- Concentratie UFC/l
) Interventieplan : (De genomen maatregelen bepalen)

Watercirculatie

- buffertank aanvoer van nieuw water pompen debiet
 lediging goten Overige:

Filtratie

- afdichting filtrerende massa flocculaat Overige:
 Nader bepalen:

- Ontsmetting van het water = aard van het product=**
- Uitvoering : kanalisering
- injectie
- doseringmg/l circuit
- contact/reactie onder chemische producten
- onderbreking watervoorziening**
- Overige:
- Bijkomende behandeling van het water**
- pH-correctie**
- Uitvoering : kanalisering
- injectie
- dosering pH =circuit
- Overige:
- Algenbestrijding**
- algen in suspensie in het water

B - LUCHT

Kwaliteit

- Te hoge trichloramine-waarden = mg/m³
- vervuilde lucht : slechte geuren
- gasvormig chloor
- andere giftige stof
- te hoge vochtigheidsgraad
- gebrek aan vernieuwing
- Temperatuur

Oorsprong

- Luchtcirculatie**
- inblazingsgroepen circulatiebelemmering Overige:
- Verwarmingsinstallatie (lucht en water)**
- ketelstoring nader bepalen
- wisselaar Overige:

C – OPSLAG VAN CHEMISCHE PRODUCTEN

- Type opslag :**
- Product nader beschrijven = ...
 - voorziening
 - overvloeiing
 - personen werden onwel
 - hanteringsfout
 - lek leidingen
 - lek flessen
 - opslagkuip : lek
 - Overige:

D - ELEKTRICITEIT

- gebrek aan voorziening
- Overige:

Oorsprong

- voorzieningsnetwerk
 - technisch gebrek in het zwembad
- Nader bepalen:

E - GEBOUW

- Structuur:
- loze zoldering
- dak
- Tegels
- waterdichtheid
- ruiten
- Andere

Oorsprong

- corrosie
- beweging van het gebouw
- vandalisme
- Andere

F – EXTERNE BEDREIGING

- bomalarm
- aanslag
- Overige:

G - BRAND

- zuiveringsinstallatie
- Cafeteria
- Kantoor
- kleedcabines
- Overige:

Oorsprong

- elektrisch: kortsluiting
- ketels
- willekeurige daad
- Andere

Gevolgen

- onmiddellijke ontruiming van het zwembad
- sluiting ----- duur: uur (uren) dag(en)
- waren er slachtoffers? JA NEE
 eventueel nader bepalen

- Aangewende technische middelen om orde op zaken te stellen:
-
-
-

- Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen
 - Geen
 - Infrastructuurwijziging
 - Wijziging in de werkorganisatie
 - nieuwe instructies
 - Versterkt toezicht
 - vorming van het personeel

- Een gedetailleerde beschrijving van het incident eventueel als bijlage bijvoegen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of minder en een diepte van m² cm of minder, waarbij het chloor uitsluitend als ontsmettingsmiddel van het water gebruikt wordt.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 4

FORMULIER C

Naam van het zwembad:
Straat :
Postcode :
Plaats :
Telefoon:
Fax :
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

JAARVERSLAG LICHAAMELIJKE ONGEVALLLEN IN ZWEMBAD

- Burgerlijk jaar: -

Soort ongeval	Type infrastructuur	
	Aantal	Aantal
a) <u>In het water:</u>		
1) Verdrinking (al dan niet gunstige afloop)	10)	Trap onder water
2) Contact met de infrastructuur	11)	Tegels
3) Contact met een andere gebruiker	12)	Ladder/leuningregel
4) Flauwte	13)	Gang of koord
5) Contact met de bodem	14)	Rooster
6) Overige :	15)	Drijvende structuur
	16)	Glijbaan
	17)	Springtoren
	18)	Startblok/rand
	19)	Overige :
	Totaal :	
b) <u>Buiten het water (in de zwembadhal)</u>	Aantal	Aantal
1) Uitglijden/val op droge bodem	10)	Structuur onder glijbaan
2) Uitglijden/val op natte bodem	11)	Trap
3) Contact met de infrastructuur	12)	Tegels/metselwerk
4) Contact met een andere gebruiker	13)	Kolom
5) Flauwte	14)	Bank
6) Andere.....	15)	Ladder/leuningregel
	16)	Deuren
	17)	Glijbaan
	18)	Springtoren
	19)	Startblok/rand
	20)	Voetbad
	21)	andere:
	Totaal :	

Soort ongeval		Type infrastructuur	
Andere plaats O Douche O WC's O Ingangshal			
O Cafeteria O Kleedkamer O Tribune Andere			
	Aantal		Aantal
1) Uitglippen/val op droge bodem		10) Structuur onder glijbaan	
2) Uitglippen/val op natte bodem		11) Trap	
3) Contact met de infrastructuur		12) Tegels/metselwerk	
4) Contact met een andere gebruiker		13) Kolom	
5) Flauwte		14) Bank	
6) Overige :		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
		17) Glijbaan	
		18) Springtoren	
		19) Startblok/rand	
		20) Voetbad	
		21) Overige :	
		Totaal :	

Soort letsel		Aantal
<input type="checkbox"/> Overlijden door verdrinking		
<input type="checkbox"/> Overlijden door andere oorzaak		
<input type="checkbox"/> Oogletsel		
<input type="checkbox"/> Vergiftiging		
<input type="checkbox"/> Begin van verdrinking		
<input type="checkbox"/> Breuk		
<input type="checkbox"/> Prik		
<input type="checkbox"/> Huidletsel		
<input type="checkbox"/> Brandwond		
<input type="checkbox"/> Kneuzing		
<input type="checkbox"/> Overige :		

Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen	
<input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie	<input type="checkbox"/> Versterkt toezicht
<input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging	<input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies
<input type="checkbox"/> Geen	<input type="checkbox"/> Overige :

Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de te nemen maatregelen inzake organisatie, preventie, ...

Datum:/...../.....

Datum en handtekening van de Directeur:

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m² of minder en een diepte van m² cm of minder, waarbij het chloor uitsluitend als ontsmettingsmiddel van het water gebruikt wordt.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY